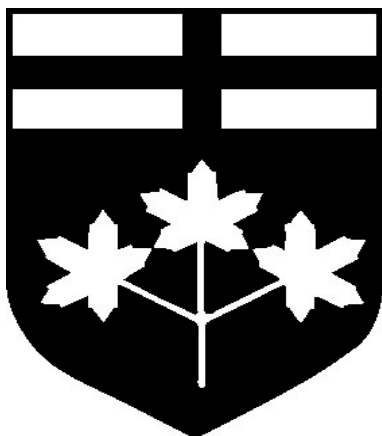




RAPPORT ANNUEL

DU

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS DE L'ONTARIO

AUX TERMES DE LA
*LOI SUR LE FINANCEMENT
DES ÉLECTIONS*

POUR L'ANNÉE 2003

Élections Ontario
Bureau du Financement des Élections

51, prom. Rolark
Toronto (Ontario)
M1R 3B1

Téléphone: 416-325-9401
Sans frais: 1-866-566-9066
Télécopieur: 416-325-9466

www.electionsontario.on.ca
electfin@electionsontario.on.ca

ISSN 1492-7888



Ca rapport est imprimé avec des encres végétales
sur du papier sans chlore contenant 50 % de fibres
recyclées dont 10 % post-consommation.

Office of the
Chief Election Officer
of Ontario



Bureau du directeur
général des élections
de l'Ontario

Le 15 février 2005

L'honorable Alvin Curling
Président de l'Assemblée législative
Queen's Park
Toronto (Ontario)
M7A 1A2

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel sur les activités menées par mon Bureau au cours de l'année 2003 aux termes de la *Loi sur le financement des élections* et de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

Ce rapport est soumis conformément au paragraphe 2(4) de la *Loi sur le financement des élections*.

J'y traite des activités annuelles reliées à l'inscription des partis politiques et au dépôt des rapports produits par les partis politiques et les associations de circonscription inscrits, des seconds rapports produits pour la campagne de désignation du chef du Parti progressiste-conservateur tenue en 2002 ainsi que des rapports relatifs aux 38^{es} élections générales provinciales tenues le 2 octobre 2003. J'aborde également les aspects qu'il serait bon d'examiner et de clarifier pour faciliter l'administration future de ces activités.

Je saisis également l'occasion offerte par la soumission du présent rapport pour vous informer des activités menées par mon Bureau en 2003 aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le directeur général des élections,

John L. Hollins

TABLE DES MATIÈRES

Le mandat du directeur général des élections	4
Activités annuelles	5
Les 38 ^{es} élections générales de la province: le 2 octobre 2003	6
Administration du financement des élections: Activités principales en 2003	10
Recommandations de modifications à la <i>Loi sur le financement des élections</i>	12
Considérations stratégiques aux fins d'examen ultérieur	14
<i>Loi de 1999 sur la protection des contribuables</i>	16
<i>Loi de 1996 sur les élections municipales</i>	18
Annexe	
A Rapport du vérificateur et l'État des dépenses pour l'exercice terminé le 31 mars 2003	20
B Partis politiques inscrits au 31 décembre 2003	24
C Revue historique des activités électorales depuis la promulgation de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i> en 1975	25
D Associations de circonscription inscrites par parti en date du 31 décembre 2003	27
E Sommaire des données provenant des états financiers annuels déposés par les partis politiques inscrits pour l'année 2002	28
F Sommaire des données provenant des états financiers annuels déposés par les associations de circonscription inscrites pour l'année 2002	29
G Sommaire des données provenant des états financiers déposés par les candidats inscrits à la direction d'un parti pour la période de campagne à la désignation du chef	30
H Sommaire des données provenant des états financiers déposés par les partis politiques inscrits pour les élections générales du 2 octobre 2003	31
I Sommaire des recettes et dépenses des candidats et des associations de circonscription déposées pour l'élection générale du 2 octobre 2003	32

LE MANDAT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Les principales responsabilités qui incombent au directeur général des élections en vertu de la *Loi sur le financement des élections* se répartissent en cinq grands domaines :

- L'inscription des partis politiques, des associations de circonscription, des candidats à la direction d'un parti inscrit et des candidats aux élections générales et partielles de l'Ontario ;
- La supervision des plafonds imposés aux dépenses liées à la campagne électorale et aux contributions politiques ;
- Le remboursement des dépenses liées à la campagne électorale au moyen de subventions ;
- La délivrance des récépissés aux fins de l'impôt à l'égard des contributions faites aux partis, aux associations de circonscription et aux candidats ;
- La publication des renseignements et des documents déposés en vertu de la Loi.

Par ailleurs, pendant une campagne électorale, la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables* exige que le directeur général des élections examine les déclarations susceptibles d'être soumises par un parti politique relativement à son intention d'augmenter le taux d'imposition prévu par une loi fiscale désignée, de créer de nouveaux impôts ou d'attribuer de nouveaux pouvoirs d'imposition s'il forme le gouvernement après les élections. Le directeur général des élections doit déterminer si la déclaration est claire, concise et non ambiguë et, lorsqu'il est d'avis que la déclaration satisfait aux exigences de la Loi, à cet égard, rendre sa décision publique.

En 2000, l'adoption de la *Loi sur la démocratie directe par voie de référendum municipal* a imposé un nouveau mandat au directeur général des élections par le truchement de modifications de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*. Celui-ci doit en effet examiner les appels relatifs aux questions que les municipalités proposent de soumettre aux électeurs municipaux, qui sont interjetés pour le motif que les questions ne sont pas claires, concises et neutres ou qu'il est impossible d'y répondre par l'affirmative ou la négative, et rendre une décision à cet égard.

Au cours de l'année visée par le présent rapport, mon Bureau a rempli ses obligations dans les délais prévus et en respectant son budget.

ACTIVITÉS ANNUELLES

RADIATION DES PARTIS

En 2003, deux partis politiques inscrits ont soumis volontairement une demande de radiation à mon Bureau aux termes de l'alinéa 12(1) a) de la *Loi sur le financement des élections* :

- Le Parti de la loi naturelle, inscrit le 24 mai 1995, a été radié le 21 juillet 2003 ;
- Le Parti réformiste de l'Ontario, inscrit le 22 janvier 1997, a été radié le 15 septembre 2003.

RAPPORTS ANNUELS 2002

Le traitement de plus de 400 rapports annuels soumis par les partis inscrits et leurs associations de circonscription est l'activité qui a principalement retenu l'attention de la division du financement des élections au sein de mon Bureau. En 2003, le personnel a consacré beaucoup de temps à cette activité après le 31 mai, date limite du dépôt des rapports. Tout en étant généralement satisfaisant, le respect des exigences et des délais de dépôt des rapports fait en sorte que mon Bureau continue d'avoir de nombreuses occasions de passer en revue les processus et les procédures et d'offrir du soutien et des lignes directrices à l'importante communauté de bénévoles qui a la responsabilité de produire les rapports.

CAMPAGNE DE DÉSIGNATION DU CHEF DU PARTI PROGRESSISTE-CONSERVATEUR DE 2002

À la suite du dépôt des premiers rapports en 2002, la date limite du dépôt des seconds rapports relatifs à la campagne menée pour désigner le chef du Parti progressiste-conservateur le 23 mars 2002 était le 24 novembre 2003. Ce rapport s'appliquait à la période du 24 mai 2002 au 23 mai 2003. Les cinq candidats ont produit leurs rapports à temps et ceux-ci étaient conformes à la *Loi sur le financement des élections*.

ÉLECTIONS PARTIELLES

Même s'il n'y a eu aucune élection partielle en 2003, la démission du député provincial de la circonscription électorale de Mississauga-Ouest suivie de l'émission du mandat décerné par le président de l'Assemblée législative le 18 mars 2003 faisait en sorte que mon Bureau devait être prêt à gérer la tenue possible d'un scrutin dans cette circonscription au cours du printemps et de l'été 2003. Le déclenchement des élections générales le 2 septembre 2003 a toutefois éliminé le besoin de tenir cette élection partielle.

LES 38^{ES} ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE LA PROVINCE

LE 2 OCTOBRE 2003

Les décrets de convocation des électeurs aux 38^{es} élections générales de la province ont été émis le 2 septembre 2003. Le jour du scrutin, 522 candidats s'étaient inscrits en vertu de l'article 13 de la *Loi sur le financement des élections*, soit 46 de moins qu'aux élections générales précédentes tenues en 1999.

Nombre de candidats inscrits

Élections générales	Nombre de circonscriptions électorales	Nombre de candidats
2 octobre 2003	103	522
3 juin 1999	103	568
8 juin 1995	130	651
6 septembre 1990	130	615
10 septembre 1987	130	495
2 mai 1985	125	442

Affiliation politique des candidats inscrits en 2003

Nom du parti	Abréviation du nom du parti	Nombre de candidats
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	NPD	103
Parti libéral de l'Ontario	PLO	103
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	PPCO	103
Parti communiste du Canada (Ontario)	PCCO	6
Parti libertarien de l'Ontario	Parti libertarien de l'Ontario	5
Freedom Party of Ontario	FP	24
Le Parti vert de l'Ontario	PVO	102
Parti de l'alliance des familles de l'Ontario	FCP	51
Ontario Provincial Confederation of Regions Party	Ont. C.O.R. Party	1
Indépendants		24
Candidats inscrits ayant retiré leur candidature		9

Note : Les partis sont énumérés dans l'ordre chronologique des dates d'inscription.

L'activité des partis, des associations de circonscription et des candidats inscrits relativement à des élections générales est régie par un échéancier découlant tant de la *Loi sur le financement des élections* que de la *Loi électorale*.

Les dates clés pour les élections générales de 2003

Date d'émission des décrets de convocation des électeurs :	Le mardi 2 septembre 2003
Clôture du dépôt des déclarations de candidature :	Le jeudi 18 septembre 2003 (heure limite : 14 h)
Jour du scrutin général :	Le jeudi 2 octobre 2003
Période de la campagne électorale :	Du mardi 2 septembre 2003 au vendredi 2 janvier 2004
Date de dépôt des rapports financiers :	Le vendredi 2 avril 2004
Période de publicité politique :	Du mercredi 10 septembre 2003 au mardi 30 septembre 2003 à minuit

DÉPÔT DES RAPPORTS FINANCIERS

Tout comme pour les élections générales précédentes, les directeurs des finances de chaque parti politique, association de circonscription et candidat inscrits doivent déposer un état financier auprès de mon Bureau. Le 2 avril 2004, date limite de dépôt, 673 rapports avaient été reçus, soit 69,7 % du nombre total de rapports devant être déposés. À la date de publication du présent rapport, 6 candidats inscrits aux élections générales de 2003 font face à une interdiction de se porter candidats jusqu'à la prochaine élection générale y compris, aux termes du paragraphe 43 (1) de la *Loi sur le financement des élections* pour n'avoir pas déposé les rapports exigés. En outre, deux associations de circonscription ont été radiées en application du paragraphe 12 (2) de la *Loi sur le financement des élections* pour ne pas avoir déposé de rapport pour la période de campagne électorale.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport et les annexes qui l'accompagnent correspondent aux renseignements déposés auprès de mon Bureau et révisés jusqu'au moment de la publication. Étant donné que nous n'avons pas terminé l'examen de tous les rapports, il est possible que certains renseignements contenus dans le présent rapport soient révisés. Les références sous la rubrique Financement des élections du site Web d'Élections Ontario, www.electionsontario.on.ca, seront mises à jour pour tenir compte des dernières données disponibles.

On trouve dans les annexes du présent rapport un sommaire des données provenant des états financiers déposés par les partis politiques inscrits pour les élections générales du 2 octobre 2003 (annexe H), des états combinés des recettes et des dépenses, tels que déposés, pour les candidats et les associations de circonscription (annexe I) en plus des montants de subvention versés.

PLAFONDS DE DÉPENSES

La *Loi sur le financement des élections* impose des plafonds aux dépenses liées à la campagne électorale qu'engagent les partis politiques et les candidats et leurs associations de circonscription. Ces plafonds sont établis d'après une formule énoncée dans la Loi; la formule comprend un montant de base, un facteur d'indexation correspondant au taux de variation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada et le nombre d'électeurs. Le facteur d'indexation est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2004 et il ne s'appliquait pas aux élections générales de 2003.

Les plafonds de dépenses et les dépenses réelles (\$)

Parti	Nombre d'électeurs qui ont le droit de voter		Partis		Candidats et associations de circonscription	
	Là où le parti a présenté un candidat	Là où le parti a obtenu 15 % des suffrages	Plafond des dépenses	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Dépenses assujetties au plafond
NPD	7 963 159	2 480 485	4 777 895	1 499 004	7 693 633	2 129 793
PLO	7 963 159	7 963 159	4 777 895	4 693 438	7 693 633	5 821 700
PPCO	7 963 159	7 211 611	4 777 895	4 466 982	7 693 633	5 803 905
PCCO	442 926	0	265 755	1 812	425 209	5 183
Parti libertarien de l'Ontario	360 977	0	216 586	754	346 538	354
FP	1 852 847	0	1 111 708	36 533	1 778 733	5 432
PVO	7 890 412	0	4 734 247	66 835	7 623 796	243 327
FCP	4 066 070	0	2 439 642	34 397	3 903 427	53 391
Ont. C.O.R. Party	76 784	0	46 070	231	73 713	93
Indépendants	n/a	n/a	n/a	n/a	1 771 224	45 165

SUBVENTIONS

Par ailleurs, la Loi prévoit le versement de subventions aux vérificateurs pour couvrir le coût des services qu'ils fournissent en vertu de celle-ci, ainsi qu'aux partis politiques et aux candidats qui obtiennent au moins 15 % des suffrages exprimés, à l'égard d'une partie de leurs dépenses liées à la campagne électorale.

Les droits à subvention et les subventions à la suite des élections générales de 2003 (\$)

Parti	Partis	Candidats		Vérificateurs
	Subvention	Subvention maximale	Subventions versées	Subventions versées
NPD	124 024	535 053	261 490	170 694
PLO	398 158	1 587 727	1 205 636	173 393
PPCO	360 581	1 409 829	1 100 294	170 737
PCCO	0	0	0	6 912
Parti libertarien de l'Ontario	0	0	0	1 200
FP	0	0	0	8 453
PVO	0	0	0	136 972
FCP	0	0	0	20 628
Ont. C.O.R. Party	0	0	0	1 600
Indépendants	n/a	0	0	10 359

CONTRIBUTIONS

La *Loi sur le financement des élections* régleme le montant des contributions qui peuvent être faites aux partis, aux associations de circonscription et aux candidats par des particuliers, des personnes morales et des syndicats. Le tableau suivant indique la source des contributions faites aux partis, aux associations de circonscription et aux candidats dans le cadre de la campagne électorale de 2003, ainsi que la contribution totale et moyenne pour chaque source.

Les contributions de la campagne électorale de 2003 (\$)

Parti		Partis politiques inscrits			Associations de circonscription et candidats (combinés)		
		Source des contributions			Source des contributions		
		Particuliers	Personnes morales	Syndicats	Particuliers	Personnes morales	Syndicats
NPD	Total	361 337	49 630	56 220	1 401 686	91 580	378 713
	Moyen	75	1 711	3 748	132	313	495
PLO	Total	1 577 010	2 533 965	243 745	2 267 716	1 382 401	382 025
	Moyen	196	2 233	3 809	187	465	619
PPCO	Total	1 408 035	1 848 929	0	2 328 203	2 051 838	15 947
	Moyen	148	1 813	0	179	496	591
PCCO	Total	16 050	0	0	1 063	0	0
	Moyen	182	0	0	118	0	0
Parti libertarien de l'Ontario	Total	1 372	100	0	600	0	0
	Moyen	62	100	0	200	0	0
FP	Totale	36 801	622	0	6 480	2 000	0
	Moyen	433	311	0	589	1 000	0
PVO	Total	49 354	0	0	212 201	2 314	0
	Moyen	124	0	0	158	122	0
FCP	Total	46 450	300	0	50 133	2 811	0
	Moyen	118	150	0	154	166	0
Ont. C.O.R. Party	Total	2 410	0	0	495	0	0
	Moyen	803	0	0	29	0	0

ADMINISTRATION DU FINANCEMENT DES ÉLECTIONS

ACTIVITÉS PRINCIPALES EN 2003

Une équipe permanente composée de huit employés remplit les obligations de la division du financement des élections au sein d'Élections Ontario. La charge de travail occasionnée par le déroulement de la campagne électorale a nécessité l'embauche du personnel temporaire pour s'occuper de la saisie des données. Par ailleurs, nous avons éprouvé quelques problèmes à recruter du personnel temporaire ayant les compétences voulues en ce qui concerne la révision et la compréhension de la grande quantité de documents financiers associés à la période de la campagne électorale.

PROGRAMME D'APPROCHE

Même si la préparation et le soutien pour les élections générales ont été au centre des activités de la division pendant presque toute l'année 2003, Élections Ontario a pu être représentée aux séances sur le financement des élections offertes dans le cadre d'un atelier organisé par Élections Alberta, à Edmonton, pendant deux jours en février 2003. Par contre, les préparatifs électoraux ont empêché Élections Ontario de participer à la conférence internationale 2003 sur l'éthique au gouvernement (COGEL) tenue à Austin, au Texas. Élections Ontario demeure cependant un membre actif de cette association internationale.

Dans la province, le comité consultatif des partis politiques inscrits a continué de constituer pour ses membres un forum pour échanger des renseignements et tenir des discussions sur différents sujets reliés aux élections avec Élections Ontario, notamment sur le financement des élections. Alors que les réunions tenues en 2002 avaient été une occasion de discuter d'échange d'information et de programmes de formation, les réunions de 2003 ont porté principalement sur les élections générales qui auraient lieu sous peu.

QUESTIONS DE GESTION

Quant aux activités de 2003, la division du financement des élections a traité plus de 1 400 documents déposés à titre de rapports annuels, rapports de campagne électorale et rapports de campagne de désignation du chef d'un parti. En tout, ces rapports représentaient plus de 18 500 pages.

L'examen des rapports déposés en 2003 a clairement révélé que nous continuons de faire face aux mêmes problèmes qu'auparavant et que le respect des exigences de dépôt réglementaires demeure le plus important. À titre d'exemple, moins de 70 % des rapports exigés pendant la période de campagne électorale avaient été reçus avant la date limite du 2 avril 2004.

Le retard dans le dépôt des rapports ou d'autres renseignements importants auprès de la division du financement des élections a des répercussions directes sur la publication de renseignements en temps opportun et peut compromettre les principes fondamentaux d'ouverture et de transparence.

Les solutions possibles pour remédier aux problèmes de conformité vont de l'augmentation de la formation, de l'information et du soutien opérationnel offerts aux déclarants jusqu'à l'amélioration des processus telles que le dépôt électronique des documents en passant par le renforcement des règles d'application et l'imposition de pénalités plus importantes. L'amélioration de la conformité reposera sur une combinaison des outils disponibles et sur le maintien de rapports de travail étroits entre Élections Ontario et les participants au processus.

La division du financement des élections d'Élections Ontario continue de concentrer ses efforts sur l'atteinte de justes équilibres. Il s'agit, en partie, d'équilibrer l'intégrité du processus et d'obtenir l'information exacte et pertinente pour les participants, les médias et les électeurs, ainsi que la

participation des représentants dévoués des partis et des candidats, au niveau central et dans les circonscriptions électorales. Nous ferons toutefois un emploi plus rigoureux des possibilités d'application et des pénalités prévues dans la Loi tout en poursuivant nos efforts pour aider nos intervenants, dont la plupart sont des bénévoles, à s'acquitter de leurs obligations en matière de conformité.

COMMUNICATIONS ÉLECTORALES

Alors que l'environnement opérationnel actuel de la division du financement des élections repose presque entièrement sur le dépôt de documents en papier, les préparatifs de la campagne électorale de 2003 ont fourni de nouvelles occasions d'offrir un soutien technologique aux clients et au public.

Nous avons fourni pour la première fois des numéros de téléphone sans frais pour communiquer avec les partis et les candidats. De plus, nous avons prévu pour les médias l'accès direct à un porte-parole chargé de répondre aux demandes de renseignements sur le financement des élections.

Ces « lignes spéciales » se voulaient un complément aux sections spéciales du site Web d'Élections Ontario qui donnaient directement accès à des renseignements intéressant les partis, les candidats et les directeurs des finances. Les calendriers électoraux, les formulaires, les guides sur les lois et les directives sur les procédures étaient tous accessibles en ligne en 2003.

Si la recherche réalisée après les élections indiquait que les clients qui ont utilisé ces sources d'information étaient en général satisfaits, elle a aussi révélé que beaucoup n'étaient pas au courant de tous les services qui étaient disponibles. Nous en avons pris bonne note et nous nous inspirerons de nos expériences de 2003 pour orienter les discussions sur les améliorations à apporter pour renforcer l'efficacité et la portée de nos modes de communication et d'information et l'emploi de la technologie dans le futur.

FORMATION

Le programme des ateliers de formation et des séances d'information à l'intention des directeurs des finances qui avait débuté vers la fin de 2002 s'est poursuivi en 2003, alors que 330 directeurs des finances ont assisté à des séances spéciales, y compris des programmes facilités par l'Association des comptables généraux accrédités d'Ontario, le Parti libéral de l'Ontario, le Nouveau parti démocratique de l'Ontario et le Parti vert de l'Ontario.

REDÉCOUPAGE DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

En vertu de la *Loi de 1996 sur la représentation électorale*, les limites des circonscriptions électorales de l'Ontario sont révisées et redessinées tous les dix ans conformément au processus de révision des limites des circonscriptions électorales fédérales. En 2003, le processus fédéral a pris fin et s'est traduit par l'adoption de nouvelles limites fédérales. Par conséquent, de nouvelles limites seront établies pour l'Ontario au moment de la dissolution de l'Assemblée législative pour la tenue des prochaines élections générales.

Ce processus a des répercussions quant à la dissolution des associations de circonscription reflétant les « anciennes » limites des circonscriptions électorales et au transfert de leurs actifs aux « nouvelles » associations reflétant les nouvelles limites qui seront adoptées aux prochaines élections générales.

En 2003, le personnel de la division du financement des élections a discuté avec des représentants des partis inscrits dans le but d'élaborer des projets de modifications législatives qui éviteraient d'interrompre inutilement les activités des associations de circonscription et garantiraient le maintien de l'intégrité de leur cadre de responsabilisation et de déclaration. *Remarque : La loi connexe (projet de loi 114 – L.O. 2004, c. 14) a reçu la sanction royale le 24 juin 2004.*

RECOMMANDATIONS DE MODIFICATIONS À LA *LOI SUR LE FINANCEMENT DES ÉLECTIONS*

J'ai informé le Président que je n'avais aucune modification à recommander relativement aux différents plafonds et honoraires aux termes du paragraphe 2(5) de la *Loi sur le financement des élections*.

En revanche, après les élections générales de 2003, je me suis penché sur un certain nombre d'améliorations qui pourraient être apportées à l'administration de la Loi. Dans le présent rapport, je limite mes observations aux points qui pourraient se prêter à des améliorations d'« ordre administratif » si l'occasion d'apporter des modifications législatives se présente.

CANDIDATS

Le statut de « candidat » est essentiel à la conduite et à l'administration des élections. D'après la définition contenue dans la *Loi sur le financement des élections*, un candidat peut être une personne choisie par une association de circonscription d'un parti inscrit, une personne qui a déposé une déclaration de candidature conformément à la *Loi électorale* ou une personne qui déclare se porter candidat indépendant.

Du côté de la *Loi électorale*, un candidat est une personne qui est élue à l'Assemblée législative, une personne qui est nommée pour se porter candidate ou qui se porte elle-même ou que d'autres portent candidate après la date d'émission du décret.

Quelle que soit la voie suivie pour obtenir le statut de candidat, chaque candidat doit déposer une demande d'inscription avant le jour du scrutin. De même, pour que son nom soit inscrit sur le bulletin de vote, le candidat doit déposer sa déclaration de candidature avant 14 h le jour de la déclaration de candidature, 14 jours avant le jour du scrutin.

Le défaut de s'inscrire comme candidat aux termes de la *Loi sur le financement des élections* interdit à un candidat d'accepter des contributions ou d'engager des dépenses. Le défaut de déposer sa déclaration de candidature aux termes de la *Loi électorale* fait en sorte qu'un candidat ne peut pas voir son nom inscrit sur le bulletin de vote.

En raison des mentions parallèles incohérentes dans les deux lois, les obligations et les avantages qui découlent du statut de candidat ne sont pas suffisamment clairs, ce qui risque de compromettre l'intégrité du processus électoral. Je suggère des modifications dans deux domaines.

Dispositions parallèles reliant l'inscription et la déclaration de candidature des candidats. Le directeur du scrutin devrait avoir le droit de rejeter les déclarations de candidature qui ont été soumises sans avoir la confirmation de l'inscription aux termes de la *Loi sur le financement des élections*. Cette mesure repousserait la limite pour s'inscrire de façon qu'elle coïncide avec le dépôt des déclarations de candidature sans pour autant empêcher les candidats de s'inscrire et de recueillir des fonds à compter du début de la période de campagne électorale.

Le fait de raccourcir la période d'inscription et de relier l'inscription au dépôt de la déclaration de candidature éliminera la possibilité que les noms de candidats non inscrits aux termes de la *Loi sur le financement des élections* figurent sur le bulletin de vote. Cette disposition deviendra très importante si l'affiliation politique des candidats est indiquée sur le bulletin de vote, conformément à ce qui est proposé dans mon rapport sur les 38^{es} élections générales de la province, *Accès, intégrité et participation : vers des processus électoraux souples pour l'Ontario* (disponible en ligne à www.electionsontario.on.ca).

Clarification des dispositions législatives s'appliquant aux dépenses. Nous recommandons de modifier la *Loi sur le financement des élections* pour préciser que seuls les candidats, les partis politiques, les associations de circonscription et les candidats à la direction d'un parti inscrits sont autorisés à accepter des contributions et à engager des dépenses. Le statut de candidat inscrit autorise une personne

à accepter des contributions. Tout le monde comprend que ce statut autorise également l'entité concernée à engager des dépenses, mais ceci n'est pas formulé de façon précise dans la Loi.

CLARIFICATION DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN VIGUEUR

Demande de radiation d'une association par le parti. Je propose de clarifier l'alinéa 12(1) b) de la *Loi sur le financement des élections* pour autoriser le parti inscrit à demander de sa propre initiative au directeur général des élections de radier une association de circonscription que le parti a cessé de parrainer.

L'alinéa 12(1) b) autorise le directeur général des élections à radier une association de circonscription à la demande de celle-ci et du parti. L'expérience récente a fait ressortir le besoin de clarifier le rapport de parrainage qui existe entre les associations de circonscription et les partis inscrits.

Aux termes du paragraphe 11(2), l'inscription d'une association de circonscription exige le parrainage du parti inscrit, mais le parti ne peut toutefois présenter une demande de radiation sans que l'association de circonscription en fasse aussi la demande.

Le parrainage par le parti inscrit établit un niveau de parrainage propriétaire ou de responsabilité; en fait, l'association de circonscription ne peut pas exister sans le parti inscrit.

Mentions des partis inscrits. Le paragraphe 26(3) contient le terme « parti politique ». Dans tout le reste de la Loi, il est manifeste que la mention de « parti » fait référence à un parti politique inscrit aux termes de la *Loi sur le financement des élections*. Il serait possible d'éviter une erreur d'interprétation dans cet article de la Loi qui régit les contributions de groupes en remplaçant le terme « *parti politique* » par celui de « *parti inscrit* », lequel correspond à un parti politique inscrit au sens de la *Loi sur le financement des élections*.

CONSIDÉRATIONS STRATÉGIQUES AUX FINS D'EXAMEN ULTÉRIEUR

Dans le cadre du traitement des rapports relatifs à la campagne électorale de 2003, nous avons relevé de nouveaux problèmes associés à certains aspects de la loi.

Les observations qui suivent visent à servir de fondement à des discussions plus vastes qui profiteront à tous les intervenants, les électeurs y compris, qui ont un intérêt dans la gestion du financement des élections. Nous ne présentons pas ces questions à des fins de mesures législatives immédiates, mais il vaut la peine de s'y arrêter à plus long terme puisque nous nous efforçons d'améliorer l'intégrité des processus électoraux de même que l'accès et la participation à ces processus.

Périodes d'interdiction de publicité politique. La pertinence d'interdire la publicité politique (en vertu de la *Loi sur le financement des élections*) au début de la période de la campagne électorale et immédiatement avant le jour du scrutin est de plus en plus contestée en raison des questions de définition qui témoignent de l'évolution des techniques et des méthodes de communication.

Date limite de dépôt des rapports annuels. La date limite actuelle se situe cinq mois après la fin de la période de déclaration. Il faudrait examiner la nécessité d'une telle prolongation, en particulier du point de vue de l'ouverture et de la transparence. Nous sommes certes conscients des pressions qui s'exercent de part et d'autre sur la communauté des directeurs des finances, qui se compose en grande partie de bénévoles, aux alentours des dates limites de la production des déclarations de revenus, mais le fait de retarder la publication des rapports n'améliore en rien le processus.

Période de campagne électorale. Au moment de rédiger le présent rapport, l'Assemblée législative était saisie d'un projet de loi qui vise à tenir les élections générales à date fixe, à savoir au début d'octobre. L'expérience de 2003 a fait nettement ressortir un problème administratif découlant du fait que la période de campagne électorale s'est terminée le 2 janvier 2004. Une période de campagne électorale qui s'étend sur deux années civiles pose des problèmes importants. Le fait d'ajuster la période de campagne électorale pour qu'elle se termine le 31 décembre ou de faire autrement en sorte qu'elle se déroule au cours d'une seule année civile devrait remédier aux problèmes de nature administrative et définitionnelle qui se posent aux directeurs des finances et à Élections Ontario. L'apport de tels changements appuierait clairement les principes de transparence et d'intégrité en plus d'éviter le risque de confusion quant aux montants admissibles à l'indexation ultérieurement.

Les exceptions relatives aux dépenses liées à la campagne électorale. Bien qu'il ait des modifications par les amendements de la *Loi sur le financement des élections* qui sont entrées en vigueur en 1999, le fait qu'il n'y ait pas de définition précise, surtout pour les termes « recherche et sondage d'opinion », pose des problèmes tant aux directeurs des finances qu'à Élections Ontario. Des interprétations et des directives cohérentes constituent des outils essentiels pour maintenir l'intégrité de l'administration du financement des élections, et un examen des exceptions relatives aux dépenses liées à la campagne électorale contribuerait grandement à améliorer l'administration de cet aspect important de la Loi.

Mentions de biens et services. L'alinéa 29(1) b) interdit certains transferts de « fonds ». L'article 27 décrit les transferts autorisés, mais fait mention « ...des fonds, des biens et des services... ». L'application de ces dispositions connexes a mis en relief les problèmes causés par les mentions parallèles incohérentes. Bien que l'incohérence ne soit qu'apparente, il faudrait réviser l'alinéa 29(1) b) pour mieux faire état de l'intention du législateur d'inclure ou non les « biens et services » dans la liste des transferts interdits.

Autres modes de dépôt. Dans mes rapports annuels précédents, j'ai discuté du besoin d'envisager d'autres modes de dépôt pour améliorer la conformité et réduire le fardeau imposé aux participants. Nous tiendrons des discussions approfondies avec nos intervenants au sujet des améliorations technologiques possibles, y compris le « dépôt électronique ». Bien que l'on puisse traiter des aspects administratifs et techniques de ces approches, il y a des questions stratégiques connexes à prendre en compte, telles que les exigences relatives aux récépissés sur papier à l'appui des dépôts électroniques.

Les méthodes de dépôt de rechange ne se résument pas aux solutions technologiques. Il y a un autre aspect à envisager, à savoir la relation entre les candidats et les associations de circonscription relativement au dépôt des documents, et la séparation ou la combinaison de leurs rapports respectifs. Cet aspect a des répercussions pour les intervenants externes et profiterait d'un examen des limites entre les gains d'efficacité sur le plan administratif et le besoin de rendre clairement compte des activités de financement des élections.

Liens financiers entre les participants. Les liens financiers autorisés entre les candidats à la direction d'un parti et les associations de circonscription constituent un autre aspect à propos duquel le cadre de politique n'est pas suffisamment précis. Un examen des activités autorisées contribuerait également à maintenir l'intégrité du financement des élections.

Exigences de publication dans la *Gazette de l'Ontario*. La *Loi sur le financement des élections* exige que mon Bureau publie dans la *Gazette de l'Ontario* et sur le site Web d'Élections Ontario un relevé des dépenses liées à la campagne électorale et des recettes des candidats et des associations de circonscription. L'importance de publier des renseignements dans la Gazette comme moyen de garantir que le grand public est informé des questions importantes a diminué considérablement depuis l'avènement des moyens de communication électroniques, en particulier l'Internet. Par ailleurs, les coûts ont tellement augmenté que la publication de renseignements dans la Gazette a une incidence financière importante. La valeur de cette façon de procéder est également contestable devant la publication des documents sur l'Internet, les détails contenus dans le présent rapport et l'accès aux documents physiques dans les bureaux d'Élections Ontario et à la Bibliothèque de l'Assemblée législative. Toutes les exigences en matière de publication devraient être réexaminées afin d'assurer le plus vaste accès possible aux renseignements pertinents et ce, en temps opportun et de façon abordable.

Le calcul des plafonds de dépenses et des montants de subvention. Les plafonds de dépenses et les montants de subvention reposent sur le nombre d'électeurs publié par le directeur général des élections. Historiquement, ce nombre provient des listes électorales préliminaires produites au début de la période électorale pour servir de guide à l'établissement des budgets. Il est de plus en plus évident que la variation du nombre d'électeurs entre la publication des chiffres préliminaires et l'établissement du nombre d'électeurs final à la suite du scrutin a pour résultat que les directeurs des finances, les candidats et les partis risquent d'établir sans le vouloir un budget trop ou pas assez élevé. C'est encore plus important depuis l'adoption du Registre permanent des électeurs de l'Ontario et l'inscription d'électeurs le jour du scrutin.

Il faudrait favoriser la certitude des calculs dès le début en modifiant la formule pour qu'elle repose sur le nombre d'électeurs préliminaire. Ce changement pourrait évidemment avoir des répercussions sur les montants des plafonds de dépenses et des subventions, tant d'un point de vue positif que négatif, et, par conséquent, devrait faire l'objet d'une discussion dans le contexte plus général des niveaux financiers.

Calcul des subventions dans les circonscriptions du Nord. Dans le même ordre d'idées, certaines circonscriptions électorales du Nord de l'Ontario ont droit à des montants supplémentaires dans le calcul des plafonds de leurs dépenses liées à la campagne électorale (article 38). Or, lorsqu'on applique la formule de calcul des subventions aux termes de l'article 44, on ne sait pas trop à quel moment dans la formule on devrait appliquer les montants supplémentaires ni si la base de calcul du montant correspondant à 20 % du montant maximal des dépenses devrait comprendre ou non le montant supplémentaire. L'intention initiale de la Loi n'est pas évidente et devrait être clarifiée.

Candidats indépendants. Selon la prémisse de base de la *Loi sur le financement des élections*, le candidat existe au sein d'un cadre constitué par une association de circonscription et un parti qui le parraine. Un examen du statut et des obligations rattachés aux candidats indépendants contribuerait à une meilleure compréhension et à une plus grande intégrité du processus électoral.

LOI DE 1999 SUR LA PROTECTION DES CONTRIBUABLES

La *Loi de 1999 sur la protection des contribuables* encadre le processus visant à informer le public des augmentations des taux d'imposition prévus par les lois fiscales désignées, de la création de nouveaux impôts et de l'attribution de nouveaux pouvoirs d'imposition. Ainsi, on sensibilise le public au moyen de la tenue d'un référendum lorsque l'Assemblée législative siège ou, dans le cas des partis qui visent à former le gouvernement après des élections générales, au moyen de la publication d'un avis sans tenue de référendum.

Les dispositions qui touchent le dernier cas sont entrées en vigueur en 2003 pendant les deux premières semaines suivant l'émission des décrets de convocation des électeurs. L'article 4 de la Loi autorise le chef d'un parti inscrit à faire part des intentions du parti, quant aux domaines couverts par la Loi, dans une déclaration écrite remise au directeur général des élections au plus tard le 14^e jour avant le jour du scrutin, soit le jour de la déclaration de candidature.

Lorsque le chef d'un parti transmet une telle déclaration, le directeur général des élections doit l'examiner dans les cinq jours suivant sa réception pour déterminer si elle est conforme aux paragraphes 4(2) et 4(3) suivants de la Loi :

Déclaration

(2) La déclaration comporte une description claire, concise et non ambiguë du projet d'augmentation, du projet de création d'un nouvel impôt ou du projet d'attribution d'un pouvoir d'imposition.

Estimation

(3) Si elle porte sur un projet d'augmentation ou sur un projet de création d'un nouvel impôt, la déclaration précise également l'augmentation des recettes annuelles que le chef de parti attend de l'augmentation ou du nouvel impôt.

Si le directeur général des élections est d'avis, à la suite de son examen, que la déclaration respecte les exigences de ces paragraphes, il la remet au Greffier de l'Assemblée, accompagnée d'une copie de son avis, et doit également mettre ces deux documents à la disposition du public.

Pendant la campagne de 2003, j'ai reçu deux déclarations en vertu du paragraphe 4(1) de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables* :

- Le 16 septembre 2003, une déclaration émanant du chef du Parti libéral de l'Ontario proposant deux augmentations de taux d'imposition;
- Le 17 septembre 2003, une déclaration émanant du chef du Parti progressiste-conservateur proposant l'attribution de nouveaux pouvoirs d'imposition.

Après examen, j'ai déterminé que les deux déclarations respectaient, à mon avis, les exigences de la Loi. Une lettre a été rédigée à l'endroit de chaque déclaration et transmise au Greffier de l'Assemblée législative le 20 septembre 2003.

Le 22 septembre 2003, un avis public à l'endroit de chaque déclaration ainsi que mon avis ont été publiés sur le site Web d'Élections Ontario et dans 42 quotidiens de la province, tant en

français qu'en anglais. De plus, il était possible de visualiser le texte des deux déclarations sur notre site Web et d'en prendre connaissance au bureau d'Élections Ontario.

En plus du temps que le personnel d'Élections Ontario a consacré à cette activité, il a aussi fallu obtenir l'avis d'un conseiller juridique, tant à l'égard du processus qu'à l'égard du contenu des déclarations.

Les obligations que j'ai remplies en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables* ont coûté à mon Bureau 18 302,66 \$ au titre de la préparation et de la parution d'une annonce et 7 300 \$ au titre des frais juridiques, soit un grand total de 25 602,66 \$.

Dans mon rapport sur les élections générales de 2003, *Accès, intégrité et participation : vers des processus électoraux souples pour l'Ontario*, nous nous interrogeons sur la pertinence de confier ces responsabilités au directeur général des élections dans la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

Compte tenu que les déclarations que le directeur général des élections doit examiner sont le reflet des plateformes électorales de partis politiques, l'image de neutralité que celui-ci doit maintenir pour assurer les intervenants de son indépendance et de son caractère apolitique peut être compromise.

Par ailleurs, du point de vue administratif, cette activité a lieu au moment où la conduite du scrutin retient entièrement l'attention du directeur général des élections et de la directrice générale adjointe des élections. Voilà donc une raison de plus de s'interroger sur la pertinence de confier ce rôle au directeur général des élections.

LOI DE 1996 SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Bien que le directeur général des élections doive également s'acquitter des responsabilités prévues par la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, qui sont différentes des exigences législatives énoncées dans le présent rapport, aucune aide financière n'est prévue à cette fin et aucun rapport n'est exigé. Néanmoins, j'estime que la présentation de rapports est un élément essentiel des comptes que je dois rendre au Président, aux députés et aux contribuables. Je profite donc de l'occasion pour présenter, dans ce document, les activités auxquelles je me suis livré en 2003 en vertu de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

La *Loi sur la démocratie directe par voie de référendum municipal*, entrée en vigueur en 2000, établit des règles dans la *Loi de 1996 sur les élections municipales* quant aux questions qui sont posées aux électeurs municipaux. Aux termes du nouvel article 8.1 de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, un règlement municipal établissant le libellé des questions doit être adopté 180 jours avant le jour du scrutin municipal, et le ministre des Affaires municipales et du Logement ou toute autre personne doit ensuite pouvoir interjeter appel de la question devant le directeur général des élections.

Les motifs d'appel se limitent au motif que la question ne satisfait pas aux exigences des dispositions 3 et 4 du paragraphe 2 de l'article 8.1 :

3. *Elle est claire, concise et neutre.*
4. *Elle permet que l'on puisse y répondre par l'affirmative ou la négative et les seules réponses permises sont « oui » et « non ».*

Muni des documents soumis par le greffier de chaque municipalité touchée, le directeur général des élections doit tenir une audience et rendre une décision dans les 60 jours suivant la réception de l'avis d'appel.

En 2003, des appels survenant six municipalités ont été déposés auprès de mon Bureau en vertu de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* et aucun d'entre eux n'a été interjeté par le ministre des Affaires municipales et du Logement.

Les appels en vertu de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*

Municipalité	Objet de la question	Dates des audiences	Décision
Blue Mountain	Vote des absents	10 juillet 2003	Appel accueilli – la formulation de la question doit être révisée
Eniskillin	Augmentation des impôts pour financer une subvention	26 juin 2003	Appel accueilli en partie – la formulation de la question doit être révisée
London	Nombre de membre du conseil et bureau des commissaires	26 juin 2003	Appel rejeté
Peterborough	Coût du prolongement d'une route	9 juillet 2003	Appels rejetés
Thunder Bay	Règlements sur l'usage du tabac	23 juillet 2003	Appel accueilli – la formulation de la question doit être révisée
Timmins	Élections générales	12 août 2003	Appel rejeté

Ces activités exigent de posséder des compétences dans le domaine des processus quasi-judiciaires et de tenir des audiences publiques. Mon Bureau a retenu les services de l'honorable Gregory T. Evans, ancien juge en chef de la Haute Cour de l'Ontario (devenue la Cour supérieure de justice), et ancien Commissaire à l'intégrité de l'Ontario, pour agir comme délégué du directeur général des élections et tenir les audiences nécessaires.

Les audiences tenues à l'égard des appels n'ont duré qu'une journée chacune. Toutefois, l'intervention d'un conseiller juridique a été nécessaire pendant 12 jours pour assister le juge Evans dans le cadre des audiences et pour préparer des mémoires et les ordonnances énonçant les décisions. De plus, le processus a retenu l'attention quasi-permanente de la directrice générale adjointe des élections et du personnel cadre de mon Bureau pendant la période des audiences.

En plus du temps requis du personnel et des cadres supérieurs d'Élections Ontario, le coût total engagé pour s'acquitter de cette responsabilité s'est élevé à 36 482,93 \$, soit 31 965,01 \$ au titre des frais et honoraires et 4 517,92 \$ au titre d'autres frais, notamment pour le déplacement du personnel.

Deux questions de nature administrative doivent ici retenir notre attention. En premier lieu, tout accroissement futur de cette activité se traduira par une augmentation directe des coûts. Conformément à ce que j'ai mentionné précédemment, les coûts assumés par le directeur général des élections relativement à cette activité ne sont financés par aucune loi. En second lieu, il y aura des répercussions importantes sur le Bureau du directeur général des élections quand ces responsabilités entreront en conflit avec les préparatifs d'Élections Ontario pour la tenue d'un scrutin au cours d'une année électorale.

Dans mon rapport sur les élections générales de 2003, *Accès, intégrité et participation : vers des processus électoraux souples pour l'Ontario*, j'ai indiqué qu'il serait bon d'examiner de plus près la structure des services électoraux aux paliers provincial et municipal. Je propose d'inclure dans un tel examen, le cas échéant, les responsabilités qui m'incombent actuellement aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

ANNEXE A

Office of the
Provincial Auditor
of Ontario



Bureau du
vérificateur provincial
de l'Ontario

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas Street West, Toronto, Ontario, M5G 2C2
B.P. 105, 15e étage, 20, rue Dundas ouest, Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 327-2381 Fax: (416) 327-9862

Rapport du vérificateur

Au directeur général des élections

J'ai vérifié l'état des dépenses du directeur général des élections en vertu de la *Loi sur le financement des élections* pour l'exercice terminé le 31 mars 2003. La responsabilité de cet état financier incombe au directeur général des élections. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'état financier est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier donne, à tous les égards importants, une image fidèle des dépenses du directeur général des élections en vertu de la *Loi sur le financement des élections* pour l'exercice terminé le 31 mars 2003 selon les conventions comptables décrites à la note 2 de l'état financier.

Toronto (Ontario)
Le 12 septembre 2003

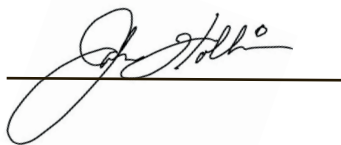
J.R. McCarter, CA
Vérificateur provincial adjoint

État des dépenses
pour l'exercice terminé le 31 mars 2003

	2003	2002
	\$	\$
Administration et exploitation		
Salaires et avantages sociaux (note 6)	455 676	439 423
Honoraires	140 108	84 609
Loyer	128 868	116 667
Fournitures de bureau et dépenses	33 708	36 212
Mobilier et équipement de bureau	10 235	23 839
Téléphone, affranchissement et expédition	6 552	20 243
Autre	5 298	2 702
	<u>780 445</u>	<u>723 695</u>
Subventions (note 4)		
Dépenses liées à la campagne électorale		
- candidats	69 869	54 101
- partis	19 045	8 272
Frais de vérification :		
Rapports annuels		
- associations de circonscription	217 601	228 992
- partis	11 056	12 656
Rapports de campagne électorale		
- candidats	9 200	14 436
- associations de circonscription	5 435	6 789
- partis	3 570	8 140
Candidats à la direction d'un parti	3 199	1 600
	<u>338 975</u>	<u>334 986</u>
Total des dépenses	<u>1 119 420</u>	<u>1 058 681</u>
Moins contributions anonymes et excédentaires reçues (note 5)	47 806	73 760
Dépenses nettes	<u><u>1 045 489</u></u>	<u><u>1 010 875</u></u>

Voir les notes complémentaires à l'état financier.

Le directeur général des élections



État financier 31 mars 2003

1. CONTEXTE

Le directeur général des élections est responsable de l'administration de la *Loi sur le financement des élections*. À ce titre, il consigne et examine les rapports déposés par les partis politiques, les associations de circonscription, les candidats et les candidats à la direction d'un parti de l'Ontario afin de surveiller la conformité aux plafonds des contributions et des dépenses prévus dans la Loi. Le directeur général des élections verse en outre des subventions aux bénéficiaires admissibles conformément à la Loi.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

(a) Méthode de comptabilité

Cet état financier a été établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, laquelle accorde une période supplémentaire de 30 jours pour payer les biens et services se rapportant à l'exercice écoulé.

(b) Mobilier et équipement

Les dépenses en immobilisations sont passées en charges au cours de l'année d'acquisition.

3. PROVENANCE DES FONDS

Les dépenses faites en vertu de la *Loi sur le financement des élections* ont été payées par le Bureau du directeur général des élections et sont remboursées par le Trésor.

4. SUBVENTIONS

La *Loi sur le financement des élections* exige de verser des subventions pour rembourser les dépenses suivantes :

- Les dépenses liées à la campagne électorale des candidats aux candidats inscrits qui obtiennent au moins 15 % des suffrages exprimés dans une circonscription électorale. Le montant remboursé correspond au moindre de 20 % des dépenses liées à la campagne électorale du candidat ou 20 % du montant maximal des dépenses autorisé de 0,96 ¢ par électeur admissible d'après le nombre d'électeurs dans la circonscription électorale du candidat. Les candidats des circonscriptions électorales désignées du Nord peuvent recevoir un montant supplémentaire de 7 000 \$.
- Les dépenses liées à la campagne électorale des partis inscrits qui obtiennent au moins 15 % des suffrages exprimés dans une circonscription électorale. Le montant remboursé correspond à 0,05 ¢ par électeur admissible dans chacune des circonscriptions électorales.
- Les honoraires de vérification des rapports annuels et des rapports de campagne de chaque association de circonscription inscrite jusqu'à concurrence de 600 \$ par rapport.
- Les honoraires de vérification des rapports annuels et des rapports de campagne de chaque parti inscrit jusqu'à concurrence de 1 200 \$ par rapport.
- Les honoraires de vérification des rapports de campagne de chaque candidat jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par rapport.
- Les honoraires de vérification des rapports de campagne de chaque candidat à la direction d'un parti jusqu'à concurrence de 800 \$ par rapport.

5. CONTRIBUTIONS ANONYMES ET EXCÉDENTAIRES

En vertu de la Loi, les contributions anonymes reçues par un parti politique, une association de circonscription, un candidat ou un candidat à la direction d'un parti inscrit doivent être versées au directeur général des élections. De plus, les contributions excédentaires doivent être versées au directeur général des élections sauf si le bénéficiaire peut rembourser ces contributions à leur donateur et récupérer le récépissé officiel.

6. RÉGIME DE RETRAITE

Le Bureau du directeur général des élections assure le service de prestations de retraite à ses employés permanents (et aux employés non permanents qui choisissent de participer) au moyen de la participation au Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario, lequel est un régime interentreprises instauré par la province de l'Ontario. Ce régime est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées étant donné que le Bureau ne dispose pas de renseignements suffisants pour lui appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées. La cotisation versée au Régime par le Bureau au cours de l'année pour ses employés s'élevait à 15 782 \$ (2002 – 11 505 \$), montant qui est inclus dans les avantages sociaux.

Les prestations après retraite non liées à la pension sont versées par le Secrétariat du Conseil de gestion et, par conséquent, ne figurent pas dans l'état des dépenses.

7. ENGAGEMENTS

Le bureau qui administre la *Loi sur le financement des élections* partage les locaux avec le Bureau du directeur général des élections. Les frais de location sont calculés d'après la superficie occupée par chacun d'eux. Voici le loyer minimum établi à l'égard des trois années suivantes pour le bureau qui administre la *Loi sur le financement des élections* :

	\$
2004	55 320
2005	55 320
2006	9 220
	119 860

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Les chiffres comparatifs ont été reclassés au besoin pour les rendre conformes à la présentation de l'année en cours.

ANNEXE B

Partis politiques inscrits au 31 décembre 2003

NOM DU PARTI	ABRÉVIATION	DATE D'INSCRIPTION	MÉTHODE D'INSCRIPTION
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	NPD	13 février 1975	Sur promulgation de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
Parti libéral de l'Ontario	PLO	13 février 1975	Sur promulgation de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	PPCO	13 février 1975	Sur promulgation de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
Parti communiste du Canada (Ontario)	PCCO	3 septembre 1975	Pétition en vertu de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
Parti libertarien de l'Ontario	pas d'abréviation	18 août 1976	Pétition en vertu de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
Freedom Party of Ontario	FP	Inscrit sous le nom de « Unparty Party (Ontario) » le 26 novembre 1980 Renommé le 19 octobre 1983	Pétition en vertu de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
Parti vert de l'Ontario	PVO	4 juillet 1984	Pétition en vertu de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
Parti de l'alliance des familles de l'Ontario	FCP	10 juin 1987	Pétition en vertu de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
Ontario Provincial Confederation of Regions Party	Ont. C.O.R. Party	30 mai 1990	Pétition en vertu de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
Aucune demande d'inscription de nom d'un nouveau parti politique n'a été reçue en 2003.			

ANNEXE C

Revue historique des activités électorales depuis la promulgation de la *Loi portant réforme du financement des élections en 1975* :

ANNÉE		ÉMISSION DU DÉCRET	JOUR DU SCRUTIN	PÉRIODE DE CAMPAGNE ÉLECTORALE		PUBLICITÉ PERMISE		DATE DE DÉPÔT
				DU	AU	DU	AU	
1975	Élections générales	11 août 1975	18 sept. 1975	11 août 1975	18 jan. 1976	27 août 1975	16 sept. 1975	18 mars 1976
1977	Élections générales	29 avril 1977	9 juin 1977	29 avril 1977	9 oct. 1977	18 mai 1977	7 juin 1977	9 déc. 1977
1978	Élections partielles :							
	Chatham-Kent	11 sept. 1978	19 oct. 1978	11 sept. 1978	19 févr. 1979	27 sept. 1978	17 oct. 1978	19 avril 1979
1979	Sault Ste. Marie	30 oct. 1978	14 déc. 1978	30 oct. 1978	14 avril 1979	22 nov. 1978	12 déc. 1978	14 juin 1979
	Élections partielles :							
1979	Scarborough-Ouest	19 févr. 1979	5 avril 1979	19 févr. 1979	5 août 1979	14 mars 1979	3 avril 1979	5 oct. 1979
	Wentworth							
1980	Élection partielle :							
1981	Carleton	6 oct. 1980	20 nov. 1980	6 oct. 1980	20 mars 1981	29 oct. 1980	18 nov. 1980	20 mai 1981
	Élections générales	21 févr. 1981	19 mars 1981	2 févr. 1981	19 juill. 1981	25 févr. 1981	17 mars 1981	19 sept. 1981
1982	Élections partielles :							
	Hamilton-Ouest	10 mai 1982	17 juin 1982	10 mai 1982	17 oct. 1982	26 mai 1982	15 juin 1982	18 déc. 1982
1983	York-Sud	27 sept. 1982	4 nov. 1982	27 sept. 1982	4 mars 1983	13 oct. 1982	2 nov. 1982	4 mai 1983
	Élection partielle :							
1983	Stormont Dundas & Glengarry	13 oct. 1983	15 déc. 1983	31 oct. 1983	15 avril 1984	23 nov. 1983	13 déc. 1983	15 juin 1984
	Élections partielles :							
1984	Hamilton-Centre							
	Ottawa-Centre	29 oct. 1984	13 déc. 1984	29 oct. 1984	13 avril 1985	21 nov. 1984	11 déc. 1984	13 juin 1985
1985	Ottawa-Est							
	Prescott et Russell							
1985	Wentworth-Nord							
	Élections générales	25 mars 1985	2 mai 1985	25 mars 1985	2 sept. 1985	10 avril 1985	30 avril 1985	2 nov. 1985
1986	Élections partielles :							
	York-Est	6 mars 1986	17 avril 1986	6 mars 1986	17 août 1986	26 mars 1986	15 avril 1986	17 oct. 1986
1987	Cochrane-Nord	26 juin 1986	14 août 1986	26 juin 1986	14 déc. 1986	23 juill. 1986	12 août 1986	14 févr. 1986
	Élections générales	31 juill. 1987	10 sept. 1987	31 juill. 1987	10 déc. 1987	19 août 1987	8 sept. 1987	10 mars 1988
1988	Élections partielles :							
	London-Nord	22 févr. 1988	31 mars 1988	22 févr. 1988	30 juin 1988	9 mars 1988	29 mars 1988	30 sept. 1988
1990	Welland-Thorold	23 sept. 1988	3 nov. 1988	23 sept. 1988	3 févr. 1989	12 oct. 1988	1 nov. 1988	3 mai 1989
	Élections générales	30 juill. 1990	6 sept. 1990	30 juill. 1990	6 déc. 1990	15 août 1990	4 sept. 1990	6 mars 1991
1992	Élection partielle :							
1993	Brant-Haldimand	27 jan. 1992	5 mars 1992	27 jan. 1992	5 juin 1992	12 févr. 1992	3 mars 1992	5 sept. 1992
	Élections partielles :							
1993	Don Mills et	22 févr. 1993	2 avril 1993	22 févr. 1993	2 juill. 1993	10 mars 1993	30 mars 1993	2 oct. 1993
	St. George-St. David	25 oct. 1993	2 déc. 1993	25 oct. 1993	2 mars 1994	10 nov. 1993	30 nov. 1993	2 juin 1994
1994	Essex-Sud							
	Élection partielle :							
1995	Victoria-Haliburton	7 févr. 1994	17 mars 1994	7 févr. 1994	17 juin 1994	23 févr. 1994	15 mars 1994	7 sept. 1994
	Élection partielle :							
	* St. Andrew-St. Patrick	27 févr. 1995	Annulée	27 févr. 1995	27 avril 1995	19 avril 1995	n/a	27 juill. 1995

* L'élection partielle de St. Andrew-St. Patrick est réputée avoir cessé le jour qui précède celui de l'émission des décrets de convocation pour les élections générales du 8 juin 1995.

ANNÉE		ÉMISSION	JOUR DU	PÉRIODE DE CAMPAGNE		PUBLICITÉ PERMISE		DATE DE DÉPÔT
		DU DÉCRET	SCRUTIN	DU	AU	DU	AU	
1995	Élections générales	28 avril 1995	8 juin 1995	28 avril 1995	8 sept. 1995	17 mai 1995	9 juin 1995	8 déc. 1995
1996	Élection partielle : York-Sud	11 avril 1996	23 mai 1996	11 avril 1996	23 août 1996	1 mai 1996	21 mai 1996	23 nov. 1996
1997	Élections partielles : Oriole Ottawa-Ouest Windsor-Riverside	23 juill. 1997	4 sept. 1997	23 juill. 1997	4 déc. 1997	13 août 1997	2 sept. 1997	4 mars 1998
1998	Élection partielle : Nickel Belt	24 août 1998	1 oct. 1998	24 août 1998	1 jan. 1999	9 sept. 1998	29 sept. 1998	1 avril 1999
1999	Élections générales	5 mai 1999	3 juin 1999	5 mai 1999	3 sept. 1999	2 mai 1999	1 juin 1999	3 déc. 1999
2000	Élection partielle : Ancaster-Dundas-Flamborough-Aldershot	4 août 2000	7 sept. 2000	4 août 2000	7 déc. 2000	16 août 2000	5 sept. 2000	7 mars 2001
2001	Élections partielles : Parry Sound-Muskoka Vaughan-King-Aurora Beaches-East York	15 févr. 2001	22 mars 2001	15 févr. 2001	22 juin 2001	28 févr. 2001	20 mars 2001	22 sept. 2001
		3 mai 2001	28 juin 2001	30 mai 2001	28 sept. 2001	6 juin 2001	26 juin 2001	28 déc. 2001
		22 août 2001	20 sept. 2001	22 août 2001	20 déc. 2001	29 août 2001	18 sept. 2001	20 mars 2002
2002	Élections partielles : Dufferin-Peel-Wellington-Grey et Nipissing	3 avril 2002	2 mai 2002	3 avril 2002	2 août 2002	10 avril 2002	30 avril 2002	2 nov. 2002
2003	Élections générales	2 sept. 2003	2 oct. 2003	2 sept. 2003	2 jan. 2004	10 sept. 2003	30 sept. 2003	2 avril 2004

ANNEXE D

Associations de circonscription inscrites par parti en date du 31 décembre 2003

Nom du parti	Nombre d'associations de circonscription inscrites
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	103
Parti libéral de l'Ontario	102
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	103
Parti communiste du Canada (Ontario)	5
Parti libertarien de l'Ontario	1
Freedom Party of Ontario	21
Parti vert de l'Ontario	71
Parti de l'alliance des familles de l'Ontario	23
Ontario Provincial Confederation of Regions Party	5
TOTAL	434

Sommaire des données provenant des états financiers annuels déposés par les partis politiques inscrits pour l'année 2002 :

A. ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES	PARTI COMMUNISTE DU CANADA (ONTARIO)	ONTARIO PROVINCIAL CONFEDERATION OF REGIONS PARTY	PARTI DE L'ALLIANCE DES FAMILLES DE L'ONTARIO	FREEDOM PARTY OF ONTARIO	PARTI VERT DE L'ONTARIO	PARTI LIBÉRAL DE L'ONTARIO	ONTARIO LIBERTARIAN PARTY	PARTI DE LA LOI NATURELLE DE L'ONTARIO	NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DE L'ONTARIO	PARTI PROGRESSISTE-CONSERVATEUR DE L'ONTARIO	LE PARTI RÉFORMISTE DE L'ONTARIO
Recettes	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contributions nettes	13 571	1 260	79 916	50 583	81 931	2 063 933	14 425	1 220	2 618 006	4 595 421	-
Transferts	2 135	133	112	-	1 000	418 004	-	-	1 369 926	1 758 294	-
Autres recettes	-	108	3 751	1 678	6 624	299 322	116	-	492 815	1 024 057	-
TOTAL DES RECETTES	15 706	1 501	83 779	52 261	89 555	2 781 259	14 542	1 220	4 480 747	7 377 772	-
Dépenses											
Transferts	-	18	25	-	2 195	709 126	-	-	1 747 641	78 545	-
Autres dépenses	15 925	950	70 789	52 358	70 940	2 882 469	10 844	385	3 026 201	10 354 637	-
TOTAL DES DÉPENSES	15 925	968	70 814	52 358	73 135	3 591 595	10 844	385	4 773 842	10 433 182	-
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	(219)	533	12 965	(97)	16 420	(810 336)	3 698	835	(293 095)	(3 055 409)	-
Surplus (déficit) pér. campagne électorale	-	-	(1 381)	-	-	1 278 412	-	-	(4 346)	1 810 199	-
Surplus ajusté de la période précédente (déficit)	729	1 421	47 904	11 366	10 186	(2 158 216)	10 710	(835)	(316 359)	1 089 883	3
Surplus (déficit) au 31 décembre 2002	510	1 954	59 488	11 269	26 606	(1 690 140)	14 408	-	(613 800)	(155 328)	3
Provenance des contributions											
Particuliers	13 571	1 260	78 916	48 683	79 531	1 202 360	14 225	1 220	2 490 497	2 545 342	-
Compagnies	-	-	1 000	1 900	2 400	814 052	200	-	46 455	2 049 300	-
Syndicats	-	-	-	-	-	47 522	-	-	81 054	-	-
TOTAL	13 571	1 260	79 916	50 583	81 931	2 063 933	14 425	1 220	2 618 006	4 594 642	-
Contribution moyenne											
Particuliers	266	115	102	343	153	158	169	610	70	147	-
Compagnies	-	-	400	950	2 400	957	100	-	1 053	710	-
Syndicats	-	-	-	-	-	970	-	-	801	-	-
B. BILAN DE L'ACTIF ET DU PASSIF											
Actif											
TOTAL	1 510	5 445	59 488	11 636	27 836	918 764	19 208	-	866 143	359 106	3
Passif et surplus											
Passif	1 000	3 491	-	367	1 230	2 608 904	4 800	-	1 479 943	514 434	-
Surplus (déficit)	510	1 954	59 488	11 269	26 606	(1 690 140)	14 408	-	(613 800)	(155 328)	3
TOTAL	1 510	5 445	59 488	11 636	27 836	918 764	19 208	-	866 143	359 106	3

ANNEXE F

Sommaire des données provenant des états financiers annuels déposés par les associations de circonscription inscrites pour l'année 2002 :

A. ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES	PARTI COMMUNISTE DU CANADA (ONTARIO)	PARTI DE				PARTI LIBÉRAL DE L'ONTARIO	PARTI LIBERTARIEN DE L'ONTARIO	NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DE L'ONTARIO	PARTI PROGRESSISTE- CONSERVATEUR DE L'ONTARIO
		ONTARIO PROVINCIAL CONFEDERATION OF REGIONS PARTY	L'ALLIANCE DE L'ONTARIO	FREEDOM PARTY OF ONTARIO	PARTI VERT DE L'ONTARIO				
Recettes	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contributions nettes	3 753	95	4 293	3 425	60 809	1 569 090	300	148 410	2 612 984
Transferts	-	18	25	524	2 998	898 918	-	1 748 344	207 887
Autres recettes	1	-	1 755	135	6 412	594 545	-	88 634	1 659 942
TOTAL DES RECETTES	3 754	113	6 073	4 084	70 219	3 062 553	300	1 985 387	4 480 812
Dépenses									
Transferts	2 135	28	87	-	5 390	533 967	-	1 368 563	319 152
Autres dépenses	753	42	948	2 234	41 607	1 400 644	327	263 403	3 561 494
TOTAL DES DÉPENSES	2 888	69	1 035	2 234	46 996	1 934 611	327	1 631 966	3 880 646
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	866	43	5 038	1 851	23 223	1 127 942	(27)	353 422	600 167
Surplus (déficit) pér. Campagne électorale	-	-	-	-	585	9 807	-	(7 321)	(8 746)
Surplus ajusté de la période précédente (déficit)	1 695	2 470	12 871	-	25 881	1 071 221	1 119	997 377	4 360 606
Surplus (déficit) au 31 décembre 2002	2 562	2 513	17 909	1 851	49 689	2 208 970	1 091	1 343 478	4 952 026
Provenance des contributions									
Particuliers	3 753	-	4 293	2 750	59 895	985 829	300	117 900	1 411 683
Compagnies	-	-	-	675	864	508 497	-	10 003	1 190 120
Syndicats	-	-	-	-	50	74 763	-	20 506	11 181
TOTAL	3 753		4 293	3 425	60 809	1 569 090	300	148 410	2 612 984
Contribution moyenne									
Particuliers	221	-	172	393	112	124	75	114	105
Compagnies	-	-	-	338	79	300	-	370	295
Syndicats	-	-	-	-	50	293	-	306	414
B. BILAN DE L'ACTIF ET DU PASSIF									
Actif									
TOTAL	2 562	2 513	25 533	2 444	56 528	2 561 229	1 091	1 466 843	5 260 068
Passif et surplus									
Passif	-	-	7 624	594	6 839	352 258	-	123 365	309 042
Surplus (déficit)	2 562	2 513	17 909	1 851	49 689	2 208 970	1 091	1 343 478	4 952 026
TOTAL	2 562	2 513	25 533	2 444	56 528	2 561 229	1 091	1 466 843	5 261 068

ANNEXE G

Sommaire des données provenant des états financiers déposés par les candidats inscrits à la direction d'un parti pour la période de campagne à la désignation du chef :

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Campagne du 23 mars 2002 :

Dépôt du premier rapport
(10 novembre 2001 à 23 mai 2002)

	Recettes \$	Dépenses \$	Surplus (Déficit) \$	Subvention de vérification \$
Tony Clement	1 800 317	1 798 790	1 527	800
Ernie Eves	3 030 972	3 029 911	1 061	800
James M. Flaherty	2 062 232	2 298 872	(236 640)	800
Chris Stockwell	420 624	478 103	(57 479)	800
Elizabeth Witmer	1 243 373	1 231 405	11 968	800

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Campagne du 23 mars 2002 :

Dépôt du second rapport
(24 mai 2002 à 23 mai 2003)

	Recettes \$	Dépenses \$	Surplus (Déficit) \$	Subvention de vérification \$
Tony Clement	6 450	6 824	(374)	800
Ernie Eves	290	791	(501)	800
James M. Flaherty	254 780	18 050	236 729	800
Chris Stockwell	86 000	26 032	59 968	800
Elizabeth Witmer	7 523	9 575	(2 052)	800

Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

Campagne du 23 mars 2002 :

Rapports combinés

	Recettes \$	Dépenses \$	Surplus (Déficit) \$	Subvention de vérification \$
Tony Clement	1 806 767	1 805 614	1 153	1 600
Ernie Eves	3 031 262	3 030 702	560	1 600
James M. Flaherty	2 317 012	2 316 922	89	1 600
Chris Stockwell	506 624	504 135	2 489	1 600
Elizabeth Witmer	1 250 896	1 240 980	9 916	1 600

Sommaire des données provenant des états financiers déposés par les partis politiques inscrits pour les élections générales du 2 octobre 2003 :

A. ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES	PARTI COMMUNISTE DU CANADA (ONTARIO)	ONTARIO PROVINCIAL CONFEDERATION OF REGIONS PARTY	PARTI DE L'ALLIANCE DES FAMILLES DE L'ONTARIO	FREEDOM PARTY OF ONTARIO	PARTI VERT DE L'ONTARIO	PARTI LIBERAL DE L'ONTARIO	PARTI LIBERTARIEN DE L'ONTARIO	NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DE L'ONTARIO	PARTI PROGRESSISTE- CONSERVATEUR DE L'ONTARIO
<u>Recettes</u>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contributions nettes	16 050	2 410	46 750	37 422	49 354	4 354 720	1 472	467 187	3 256 965
Transferts	2 034	70	788	5 000	3 385	248 893	-	-	64 575
Autres recettes	-	50	275	215	-	269 096	-	70 232	417 097
TOTAL DES RECETTES	18 084	2 530	47 813	42 637	52 739	4 872 709	1 472	537 419	3 738 637
<u>Dépenses</u>									
Transferts	5 804	-	3 048	-	4 625	131 935	-	44 000	297 600
Dépenses assujetties à la limite	1 812	231	34 397	36 533	66 835	4 693 438	754	1 499 004	4 466 982
Autres dépenses	-	4 014	32 997	23 952	3 009	1 492 600	3 512	962 909	1 199 906
TOTAL DES DÉPENSES	7 616	4 245	70 442	60 485	74 469	6 317 974	4 266	2 505 913	5 964 488
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	10 468	(1 715)	(22 629)	(17 848)	(21 730)	(1 445 264)	(2 794)	(1 968 494)	(2 225 851)
Subvention du directeur général des élections	-	-	-	-	-	398 158	-	124 024	360 581
Surplus (déficit) pér. campagne électorale	10 468	(1 715)	(22 629)	(17 848)	(21 730)	(1 047 107)	(2 794)	(1 844 470)	(1 865 271)
Limite des dépenses - campagne électorale	265 756	46 070	2 439 642	1 111 708	4 734 247	4 777 895	216 586	4 777 895	4 777 895
<u>Provenance des contributions</u>									
Particuliers	16 050	2 410	46 450	36 801	49 354	1 577 010	1 372	361 337	1 408 035
Compagnies	-	-	300	622	-	2 533 965	100	49 630	1 848 929
Syndicats	-	-	-	-	-	243 745	-	56 220	-
TOTAL	16 050	2 410	46 750	37 422	49 354	4 354 720	1 472	467 187	3 256 965
<u>Contribution moyenne</u>									
Particuliers	182	803	118	433	124	196	62	75	148
Compagnies	-	-	150	311	-	2 233	100	1 711	1 813
Syndicats	-	-	-	-	-	3 809	-	3 748	-

ANNEXE I

Sommaire des recettes et dépenses des candidats et des associations de circonscription déposées pour l'élection générale du 2 octobre 2003 :

1. Note préliminaire :
Les renseignements financiers proviennent des déclarations déposées et, dans certains cas, approuvées par le directeur général des élections de l'Ontario. Cependant, à la date de la publication du présent rapport, certaines déclarations n'avaient pas été approuvées et les chiffres indiqués pourraient être modifiés.
2. Légende des abréviations des partis :
COM - Parti communiste du Canada (Ontario)
COR - Ontario Provincial Confederation of Regions Party
PAF - Parti de l'alliance des familles de l'Ontario
FRE - Freedom Party of Ontario
PVO - Parti vert de l'Ontario
IND - Candidat indépendant
LIB - Parti libéral de l'Ontario
LTN - Parti libertarien de l'Ontario
NPD - Nouveau parti démocratique de l'Ontario
PPC - Parti progressiste-conservateur de l'Ontario
WTH - Retrait
ND - Non déclarées
3. Les recettes ont été combinées avec les recettes de l'association de circonscription qui a parrainé le candidat, le cas échéant.
4. Les dépenses ont été combinées avec les dépenses de l'association de circonscription qui a parrainé le candidat, le cas échéant.
5. Les transferts comprennent les fonds ou les biens et services fournis aux partis, associations de circonscription ou autres candidats, ou fournis par ceux-ci.
6. Des dépenses de la campagne électorale assujetties à un plafond représentent la portion des dépenses totales au cours de la période de campagne électorale qui répondent à la définition des dépenses liées à la campagne électorale au paragraphe 1(1) de la *Loi sur le financement des élections*.
7. Le montant maximal des dépenses permis est la somme calculée selon la formule à l'article 38 de la Loi.
8. Droit du candidat à la subvention pour la campagne électorale est la somme calculée par la formule aux paragraphes 44(1) et (2) de la Loi.
9. Bulletins valides : Sans commentaire.
10. Les suffrages exprimés sont le nombre totale des bulletins de vote déposé en faveur de tous les candidats dans une circonscription électorale, à l'exclusion des bulletins rejetés, refusés ou inutilisés.

	Parti	Candidat	Recettes Transferts		Dépenses Transferts		Compris	\$	Non compris	\$	Dépenses assujetties à un plafond	Plafond des dépenses	Subvention payable au candidat	\$	Subvention payable au vérificateur	\$	Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris	\$	Non compris	\$					\$	\$								
ALGOMA-MANITOULIN	WTH	GORDON MOOD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56 891			187		51 970	0	0,00%	29 827
	LIB	MIKE BROWN DÉP	50 655	21 945		85 150		56 800		37 239			14 448		1 792			14 520	48,68%	
	NPD	PETER DENLEY	36 508	22 682		58 029		43 462		40 362			15 072		1 792			9 459	31,71%	
	PVO	RON YURICK	2 193	1 500		3 043		2 349		852					1 792			680	2,28%	
	PPC	TERENCE H MCCUTCHEON	49 174	45 174		66 203		62 203		52 484			17 497		1 562			5 168	17,33%	
ANCASTER-DUNDAS-FLAMBOROUGH-ALDERSHOT	COR	A RICHARD C BUTSON	740	510		491		201		93		73 713			1 600		76 784	293	0,60%	48 482
	PVO	BRIAN SULLIVAN	0	0		0		0		0					1 120			903	1,86%	
	NPD	KELLY HAYES	43 659	26 572		34 902		18 138		16 442					1 792			5 666	11,69%	
	PPC	MARK MULLINS	42 335	26 173		59 376		52 244		48 172			9 634		1 792			18 141	37,42%	
	PAF	MICHAEL TROLLY	471	200		471		471		271					100			434	0,90%	
BARRIE-SIMCOE-BRADFORD	LIB	TED MCMEEKIN DÉP	108 518	56 309		134 909		73 343		64 667			12 933		1 712			23 045	47,53%	
	NPD	JOHN THOMSON	27 913	16 409		29 083		16 142		15 002		104 840			1 792		109 208	5 641	9,26%	60 887
	PPC	JOSEPH N TASCONA DÉP	110 208	42 114		163 943		100 669		93 000			18 600		1 792			31 529	51,78%	
	LIB	MIKE RAMSAY	65 789	43 067		89 445		65 655		51 140			10 228		1 792			21 998	36,13%	
	PAF	ROBERTO SALES	200	200		200		200		0					100			441	0,72%	
BEACHES-EAST YORK	PVO	STEWART ANDREW SINCLAIR	1 133	845		969		631		631					1 792			1 278	2,10%	
	PPC	ANGELA KENNEDY	27 701	14 192		29 224		19 215		17 498		72 006			1 742		75 006	8 157	19,67%	41 461
	NPD	MICHAEL PRUE DÉP	127 986	55 371		122 000		56 959		50 401			10 080		1 792			21 239	51,23%	
	LIB	MONICA PURDY	21 388	12 650		29 663		18 208		13 369			3 589		1 792			10 070	24,29%	
	PVO	TOM MASON	6 427	4 894		5 494		4 659		4 659					1 792			1 995	4,81%	
BRAMALEA-GORE-MALTON-SPRINGDALE	NPD	CESAR MARTELLO	6 923	3 075		9 451		4 656		3 675		82 585			1 284		86 026	4 931	11,65%	42 333
	PVO	ERNST BRAENDLI	783	0		783		783		783					1 120			1 176	2,78%	
	IND	FRANK CHILELLI	250	250		250		250		50					375			868	2,05%	
	COM	HOWARD CUKOFF	985	0		985		985		785					947			503	1,19%	
	LIB	KULDIP KULAR DÉP	32 472	10 198		44 166		35 167		32 318			6 464		803			19 306	45,61%	
BRAMPTON-CENTRE	PPC	RAMINDER GILL	88 870	17 236		160 415		91 281		75 796			15 159		1 600			15 549	36,73%	
	PPC	JOE SPINA	150 049	128 934		72 841		51 326		44 216		73 719			1 600		76 791	15 656	40,86%	38 320
	NPD	KATHRYN FOUNDER	30 658	18 682		29 212		17 822		16 577					1 792			4 827	12,60%	
	LIB	LINDA JEFFREY DÉP	82 470	54 299		101 109		74 673		61 683			12 337		1 792			16 661	43,48%	
	PVO	SANJEEV GOEL	3 275	3 275		3 128		3 128		2 928					1 070			820	2,14%	
FRE		WALLY DOVE	0	0		0		0		0					187			356	0,93%	

	Parti	Candidat	Recettes Transferts		Dépenses Transferts		Dépenses assujetties à un plafond		Plafond des dépenses		Subvention payable au candidat		Subvention payable au vérificateur		Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris	Non compris	Compris	Non compris	Compris	Non compris	\$	\$	\$	\$	\$	\$				
BRAMPTON-OUEST-MISSISSAUGA	NPD	CHRIS MOISE	12 363	4 150	17 075	8 141	7 336		119 344		1 712		1 712		124 317	5 103	8,15%	62 642
	FRE	JOHN PURDY	0	0	0	0	0	0					187			266	0,42%	
	PAF	PAUL MICELLI	890	200	1 560	870	666						300			1 122	1,79%	
	PVO	PAUL SIMAS	1 120	135	1 925	1 000	1 000						1 792			811	1,29%	
	LIB	SUKHJIT DHILLON DÉP	127 839	20 827	195 459	88 447	84 782				16 956		1 672			28 926	46,18%	
	PPC	TONY CLEMENT	129 142	109 142	237 699	187 699	108 692				21 738		1 792			26 414	42,17%	
BRANT	PPC	ALAYNE SOKOLOSKI	58 166	34 624	62 376	54 393	49 989		76 461		9 998		1 600		79 647	13 618	30,65%	44 425
	LIB	DAVE LEVAC DÉP	72 498	27 558	125 648	66 646	51 003				10 201		1 792		24 236	24 236	54,55%	
	NPD	DAVID NOONAN	25 259	16 730	23 552	13 526	12 461						1 792		5 262	5 262	11,84%	
	IND	JOHN TURMEL	0	0	0	0	0						0		295	295	0,66%	
	PVO	MIKE CLANCY	1 804	980	1 280	1 271	1 012						1 792		1 014	1 014	2,28%	
	PPC	BILL MURDOCH DÉP	49 977	29 660	68 073	47 756	42 691		68 742		8 538		1 792		71 606	23 338	52,07%	44 819
BRUCE-GRAY-OWEN SOUND	NPD	COLLEEN PURDON	12 863	11 032	14 305	11 502	9 941						1 655		4 159	4 159	9,28%	
	LIB	DAVID HOCKING	61 769	34 689	95 842	68 763	60 433				12 087		1 600		14 881	14 881	33,20%	
	PAF	LINDA FREIBURGER	7 549	5 334	5 739	5 739	5 158						700		1 086	1 086	2,42%	
	IND	WILLIAM COOK	3 334	3 334	3 334	3 334	3 134						1 070		586	586	1,31%	
	PVO	MARTIN DONALD	ND	ND	ND	ND	ND								769	769	1,72%	
	PPC	CAMERON DARRYL JACKSON DÉP	75 443	50 633	95 470	70 660	53 873		73 166		10 775		1 742		76 215	21 506	46,15%	46 601
BURLINGTON	NPD	DAVID LAIRD	13 367	8 460	13 398	8 254	7 232						1 655		3 832	3 832	8,22%	
	PVO	JULIE GORDON	692	300	706	579	256						1 470		1 086	1 086	2,33%	
	LIB	MARK FULLER	59 303	45 646	88 312	63 556	62 095				12 419		1 742		19 654	19 654	42,18%	
	PAF	VIC CORVARO	200	200	200	200	0						100		523	523	1,12%	
	PAF	AL SMITH	2 395	975	2 961	1 505	1 505		84 561				1 599		88 084	1 001	2,13%	47 052
	PPC	GERRY MARTINIUK DÉP	89 508	44 778	137 030	92 300	78 574				15 715		1 792		19 996	19 996	42,50%	
CAMBRIDGE	LIB	JERRY BOYLE	88 583	42 505	101 781	75 042	63 195				12 639		1 792		16 559	16 559	35,19%	
	PVO	MICHAEL CHOWNYK	0	0	0	0	0						1 120		983	983	2,09%	
	NPD	PAMELA WOLF	41 721	24 155	45 576	32 882	31 015				6 203		1 792		8 513	8 513	18,09%	
	PPC	DAVID (DAVE) WILKINSON	87 248	47 026	109 518	71 296	59 510		67 494		11 902		1 762		70 306	11 586	29,82%	38 851
	FRE	DAVID RODMAN	0	0	0	0	0						187		281	281	0,72%	
	NPD	DERRY MCKEEVER	9 468	6 268	8 076	5 841	3 964						1 605		2 893	2 893	7,45%	
CHATHAM-KENT ESSEX	PVO	JIM BURGESS	5 374	2 568	5 825	3 019	2 450						1 792		1 069	1 069	2,75%	
	LIB	PAT HOY DÉP	61 262	32 837	65 152	54 140	48 889				9 778		1 792		23 022	23 022	59,26%	

	Parti	Candidat	Recettes Transferts				Dépenses Transferts				Dépenses à un plafond		Plafond des dépenses		Subvention payable au candidat		Subvention payable au vérificateur		Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris		Non compris		Compris		Non compris		\$		\$		\$		\$					
			\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$				
DAVENPORT	IND	DAVID SENATER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 635	0	0	54 828	293	1,11%	26 503		
	FRE	FRANZ CAUCHI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		375		264	264	1,00%			
	NPD	JORDAN BERGER	94 697	37 289	103 503	58 085	49 608								1 792		7 243	7 243	27,33%			
	PVO	MARK O'BRIEN	1 326	550	1 326	738	538								1 792		907	907	3,42%			
	LTN	NUNZIO VENUTO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0		233	233	0,88%			
DON VALLEY-EST	LIB	TONY RUPRECHT DÉP	61 806	41 303	59 964	36 461	37 185							7 442	1 600		15 586	15 586	58,81%			
	PPC	TOM SMITH	0	0	2 210	210	0								1 720		1 977	1 977	7,46%			
		DANIEL WILLIAM COLEMAN																				
	PVO	CRAIG	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	65 692	1 120		68 429	558	1,49%	37 549			
	LIB	DAVID CAPLAN DÉP	87 664	50 815	106 379	76 292	56 747							11 349	1 792		21 327	21 327	56,80%			
DON VALLEY-OUEST	NPD	MURPHY BROWNE	20 506	5 701	15 158	7 468	6 704								1 177		3 058	3 058	8,14%			
	PPC	PAUL H SUTHERLAND	78 649	46 721	105 667	77 239	68 985							9 846	1 762		12 027	12 027	32,03%			
		RYAN KIDD	3 977	3 640	4 240	3 903	3 570								350		460	460	1,23%			
	FRE	WAYNE SIMMONS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			375		119	119	0,32%			
	NPD	ALI NAQVI	12 677	4 675	16 381	10 058	9 392							72 065	1 605		75 068	2 540	5,69%	44 661		
DUFFERIN-PEEL-WELLINGTON-GREY	PPC	DAVID TURNBULL	182 146	118 185	303 395	103 115	68 257							13 651	1 792		17 394	17 394	38,95%			
	LIB	KATHLEEN WYNNE DÉP	82 198	73 589	100 585	84 008	68 284							13 657	1 792		23 488	23 488	52,59%			
	PVO	PHILIP HAWKINS	1 179	1 000	821	821	535								1 792		1 239	1 239	2,77%			
	LIB	DAN YAKE	42 763	24 149	69 512	51 248	49 134							85 028	1 792		88 571	14 859	28,80%	51 592		
	PAF	DAVE DAVIES	200	200	200	200	0								200		1 202	1 202	2,33%			
DURHAM	PPC	ERNIE EVES DÉP	92 813	77 962	59 034	51 034	35 818							7 164	1 600		29 222	29 222	56,64%			
	PVO	FRANK DE JONG	12 003	9 130	10 022	9 702	7 846								1 792		3 161	3 161	6,13%			
	NPD	MITCHEL HEALEY	7 622	2 660	9 732	5 005	4 063								1 177		3 148	3 148	6,10%			
	FRE	CATHY MCKEEVER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	83 748	375		87 237	707	1,40%	50 568				
	LIB	GARRY MINNIE	64 295	41 305	83 628	60 898	43 017							8 603	1 600		18 590	18 590	36,76%			
	PVO	GORDON MACDONALD	348	100	348	348	132								1 120		1 183	1 183	2,34%			
	PPC	JOHN O'TOOLE DÉP	94 532	46 763	123 727	75 003	65 361							13 072	1 600		23 814	23 814	47,09%			
	NPD	TERESA WILLIAMS	13 556	5 715	13 483	5 358	4 475								1 712		6 274	6 274	12,41%			

Région	Parti	Candidat	Recettes Transferts		Dépenses Transferts		Dépenses assujetties à un plafond		Plafond des dépenses		Subvention payable au candidat		Subvention payable au vérificateur		Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris	\$	Non compris	\$	Compris	\$	Non compris	\$	Compris	\$	Non compris	\$				
EGLINTON-LAWRENCE	PPC	CORINNE KORZEN	103 441	61 286	109 538	74 672	63 888	69 783	12 778	1 770	72 691	12 402	29,72%	41 732				
	PVO	MARK VITALA	1 295	493	1 363	819	819			1 792	1 236	2,96%						
	LIB	MIKE COLLE DÉP	56 116	27 754	71 414	38 767	38 808	7 762	1 792	1 792	23 743	56,89%						
	NPD	ROBIN ALTER	18 163	12 711	18 664	14 381	13 329			1 792	4 351	10,43%						
ELGIN-MIDDLESEX-LONDON	PPC	BRUCE H SMITH	61 280	40 105	70 784	70 784	63 566	69 569	12 713	1 642	72 468	13 149	30,25%	43 470				
	NPD	BRYAN BAKKER	18 202	6 709	17 408	10 869	9 263			1 792	4 063	9,35%						
	PVO	JOHN R FISHER	1 510	1 390	1 510	1 390	1 190			1 423	673	1,55%						
	FRE	RAY MONTEITH	1 000	1 000	1 021	21	0			375	671	1,54%						
ERIE-LINCOLN	LIB	STEPHEN PETERS DÉP	81 960	48 616	115 621	75 560	68 925		13 785	1 792	24 914	57,31%						
	NPD	JULIUS ANTAL	17 383	9 676	17 994	12 124	10 655	66 594		1 712	69 369	3 950	9,41%	41 967				
	PAF	STEVE ELGERSMA	698	698	698	698	498			150	666	1,59%						
	PPC	TIMOTHY HUDAK DÉP	196 770	89 036	218 036	109 564	59 155	11 831	1 720	1 720	20 348	48,49%						
ESSEX	PVO	TOM FERGUSON	1 096	1 021	1 096	1 046	625			214	713	1,70%						
	LIB	VANCE M BADAWEY	57 944	30 247	91 177	58 383	62 150		12 430	1 792	16 290	38,82%						
	LIB	BRUCE CROZIER DÉP	92 262	49 821	111 605	78 311	57 963	82 308	11 933	1 792	85 738	20 559	45,28%	45 405				
	PVO	DARREN BROWN	200	0	200	200	0			1 120	998	2,20%						
ETOBICOKE-CENTRE	NPD	PAT HAYES	57 928	30 988	92 082	59 050	52 975		10 595	1 792	12 614	27,78%						
	PPC	PATRICK O'NEIL	83 325	48 952	118 417	82 044	81 380		16 276	1 600	11 234	24,74%						
	WTH	TED KUPIEC	0	0	0	0	0	69 229		100	72 114	0	0,00%	44 664				
	LIB	DONNA CANSFIELD DÉP	82 204	56 223	101 741	77 295	62 723		12 545	1 792	22 070	49,41%						
ETOBICOKE-NORD	NPD	MARGARET ANNE MCHUGH	12 942	4 194	18 380	10 094	9 894			1 605	3 400	7,61%						
	PVO	RALPH CHAPMAN	1 100	1 100	1 100	1 100	871			1 120	1 584	3,55%						
	PPC	ROSE ANDRACHUK	50 227	20 906	60 264	55 943	55 743		11 149	1 792	17 610	39,43%						
	PPC	BALJIT GOSAL	83 425	71 425	108 023	96 023	62 104	62 906		1 600	65 527	6 978	22,52%	30 989				
	IND	FRANK ACRI	10 753	10 753	11 085	11 085	10 091			995	1 990	6,42%						
	NPD	KULDIP SINGH SODHI	27 846	19 220	40 685	37 574	24 791			1 792	3 516	11,35%						
	PVO	MIR KAMAL	0	0	0	0	0			1 120	503	1,62%						
	LIB	SHAFIQ QAADRI DÉP	63 700	12 200	111 092	90 092	62 780		12 556	1 792	16 727	53,98%						
	PAF	TERESA CEOLIN	534	200	534	534	334			100	1 275	4,11%						

	Parti	Candidat	Recettes Transferts			Dépenses Transferts			Dépenses assujetties à un plafond			Plafond des dépenses		Subvention payable au candidat		Subvention payable au vérificateur		Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris		Non compris	Compris		Non compris	\$		\$	\$	\$	\$	\$						
			\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$							
ETOBICOKE-LAKESHORE	WTH	JOHN MCCASH	0	0	0	0	0	0	0	0	0	72 268	100	75 279	0	0,00%	44 569				
	NPD	IRENE JONES	73 572	40 856	73 864	51 022	47 342	9 468	1 792	8 952	20,09%										
	IND	JANICE MURRAY	250	250	250	250	50	375	225	0,50%											
	PVO	JUNYEE WANG	0	0	0	0	0	1 120	708	1,59%											
	LIB	LAUREL C BROTEN DÉP	96 768	28 664	143 701	82 671	65 149	13 030	1 792	19 680	44,16%										
	PPC	MORLEY C KELLS	41 997	10 380	85 451	53 834	52 096	10 419	1 792	14 524	32,59%										
	PAF	TED KUPIEC	690	490	690	690	490	125	480	1,08%											
	PPC	ALBERT C BOURDEAU	30 065	5 022	81 520	56 477	55 703	11 291	1 712	76 862	24,88%										
	NPD	GUY BELLE-ISLE	8 927	3 560	10 544	4 840	3 885	1 070	2 544	5,80%											
	LIB	JEAN-MARC LALONDE DÉP	83 785	47 983	89 157	59 525	56 674	11 335	1 792	28 956	65,97%										
	PVO	LOUISE PATTINGTON	3 005	2 653	2 335	1 983	1 727	856	1 471	3,35%											
	PAF	ALAN JOHN McDONALD	4 492	2 025	3 397	1 787	1 508	89 860	400	93 604	1,63%										
	PVO	BEN POLLEY	9 885	8 464	11 685	10 125	9 630	1 528	3 917	7,01%											
	PPC	BRENDA ELLIOTT	54 696	54 696	69 822	69 822	65 973	16 188	1 600	20 735	37,08%										
	NPD	JAMES VALCKE	47 124	14 741	62 915	33 236	31 512	17 745	1 792	6 745	12,06%										
HALDIMAND-NORFOLK-BRANT	LIB	LIZ SANDALS DÉP	93 758	49 891	98 488	92 447	88 724	17 745	1 792	23 607	42,22%										
	PAF	BARRA L GOTS	200	200	200	200	0	70 993	100	73 951	1,26%										
	PVO	GRAEME DUNN	1 000	200	1 622	822	441	1 563	1 088	2,49%											
	NPD	PRUE STEINER	14 144	9 826	18 901	13 809	11 278	1 792	4 720	10,82%											
	LIB	ROB ESSELMONT	49 966	17 725	88 196	56 055	52 440	10 488	1 600	17 151	39,32%										
	PPC	TOBY B BARRETT DÉP	70 747	38 162	96 959	64 373	55 425	11 085	1 792	20 109	46,10%										
	FRE	CHARLES OLITO	0	0	0	0	0	78 276	375	81 538	0,53%										
	PVO	DOUGLAS W SMITH	964	0	964	964	490	1 120	956	1,87%											
	NPD	EARL MANNERS	53 891	24 986	68 085	41 138	33 066	6 613	1 792	7 884	15,39%										
	LIB	JASON WARD	34 250	26 414	44 605	34 570	33 431	6 686	1 595	17 171	33,51%										
HALIBURTON-VICTORIA-BROCK	PPC	LAURIE SCOTT DÉP	91 754	47 394	128 933	84 573	67 425	13 485	1 600	24 297	47,41%										
	PAF	PAUL GORDON	966	966	1 135	1 135	905	350	663	1,29%											
	LIB	BARBARA SULLIVAN	117 733	59 521	151 269	98 203	83 679	16 736	1 600	28 112	40,32%										
	PAF	GIUSEPPE GORI	2 635	2 394	2 046	1 188	841	1 670	1 123	1,61%											
	NPD	JAY JACKSON	22 099	15 760	17 090	13 114	11 937	1 792	5 587	8,01%											
	PVO	MATTHEW RAYMOND SMITH	1 567	1 367	1 602	1 602	1 241	1 792	1 295	1,86%											
	PPC	TED CHUDLEIGH DÉP	143 794	47 245	184 470	109 286	98 478	19 696	1 600	33 610	48,20%										

	Parti	Candidat	Recettes		Dépenses		Dépenses		Plafond des		Subvention		Subvention		Bulletins		Pourcentage		Suffrages
			Compris	Non	Transferts	Transferts	Non	assujetties à	un plafond	dépenses	payable au	payable au	payable au	payable au	valides	valides	valides	valides	
			\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$					
HAMILTON-EST	LIB	DOMINIC AGOSTINO DÉP	60 772	36 222	66 175	42 625	38 593	63 694	7 719	1 720	1 720	1 720	1 720	1 720	66 348	16 015	52,15%	30 708	
	IND	KELLY GREENAWAY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	378	378	1,23%		
	PAF	MICHAEL IZZOTTI	200	200	200	200	0	0	0	0	100	100	100	100	304	304	0,99%		
	PVO	RAYMOND DARTSCH	4 700	4 700	2 709	2 709	2 509	2 509	672	672	672	672	672	672	563	563	1,83%		
	COM	ROBERT MANN	899	200	899	699	499	499	1 562	1 562	1 562	1 562	1 562	1 562	380	380	1,24%		
HAMILTON MOUNTAIN	NPD	ROBERT SUTTON	39 399	19 614	38 784	19 153	16 929	3 386	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	9 035	9 035	29,42%		
	PPC	SOHAIL BHATTI	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	4 033	4 033	13,13%		
	NPD	CHRIS CHARLTON	97 612	30 105	110 693	47 516	44 007	74 462	8 801	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	77 565	12 017	26,46%	45 420	
	PAF	ELEANOR JOHNSON	217	217	217	217	17	17	100	100	100	100	100	100	748	748	1,65%		
	LIB	MARIE BOUTROGIANNI DÉP	81 603	46 887	87 326	61 498	39 582	7 916	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	23 524	23 524	51,79%		
HAMILTON-OUEST	PPC	SHAKIL HASSAN	27 632	15 921	42 043	30 332	26 171	5 614	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	8 637	8 637	19,02%		
	PVO	SELWYN INNISS	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	494	494	1,09%		
	PPC	DOUG BROWN	31 545	13 128	31 690	27 886	23 261	68 267	4 665	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	71 111	8 185	20,97%	39 033	
	IND	JAMILE GHADDAR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	303	303	0,78%		
	PVO	JO PAVLOV	902	880	858	858	574	574	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	727	727	1,86%		
HASTINGS-FRONTENAC-LENNOX & ADDINGTON	LIB	JUDY MARSALES DÉP	75 075	39 666	74 052	40 403	33 524	6 695	1 672	1 672	1 672	1 672	1 672	1 672	15 600	15 600	39,97%		
	PAF	LYNNE SCIME	1 273	1 273	1 266	1 266	1 066	1 066	200	200	200	200	200	200	750	750	1,92%		
	NPD	ROY ADAMS	121 641	73 441	113 580	73 137	63 563	13 488	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	13 488	13 488	34,50%		
	PVO	ADAM SCOTT	1 349	1 349	1 349	1 349	1 001	68 334	1 120	1 120	1 120	1 120	1 120	1 120	71 181	1 311	3,16%	41 527	
	PPC	BARRY GORDON	66 400	41 400	87 471	62 471	45 291	8 993	1 714	1 714	1 714	1 714	1 714	1 714	13 709	13 709	33,01%		
HURON-BRUCÉ	PAF	JOHN-HENRY WESTEN	877	377	1 512	512	171	161	161	161	161	161	161	161	673	673	1,62%		
	LIB	LEONA DOMBROWSKY DÉP	67 188	36 727	68 090	47 609	45 760	9 152	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	21 548	21 548	51,89%		
	NPD	ROSS SUTHERLAND	32 836	20 849	27 863	16 415	14 170	10 110	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	4 286	4 286	10,32%		
	LIB	CAROL MITCHELL DÉP	60 623	37 340	88 053	66 785	43 587	63 013	8 717	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	65 639	19 879	45,79%	43 409	
	PAF	DAVE JOSLIN	12 160	4 410	18 907	8 861	7 273	902	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	902	902	2,08%		
KENORA-RAINY RIVER	NPD	GRANT ROBERTSON	33 063	28 208	32 102	26 395	18 247	10 110	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	4 973	4 973	11,46%		
	PPC	HELEN JOHNS	105 357	55 552	134 995	103 540	65 507	16 594	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	16 594	16 594	38,23%		
	FRE	ROBERT SABHARWAL	0	0	0	0	0	0	187	187	187	187	187	187	127	127	0,29%		
	PVO	SHELLEY HANNAH	7 766	3 704	9 476	5 394	3 147	934	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	934	934	2,15%		
	PPC	CATHE M HOSZOWSKI	40 301	18 243	64 658	42 600	36 022	58 822	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	1 792	53 981	3 343	12,83%	26 060	
	PVO	DAN KING	670	0	670	670	447	305	1 120	1 120	1 120	1 120	1 120	1 120	305	305	1,17%		

	Parti	Candidat	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
KINGSTON ET LES ÎLES	LIB	GEOFFERY WILLIAM MCCLAIN	49 396	20 885	65 766	53 929	48 749				16 750	1 672				6 746		25,89%	
	NPD	HOWARD HAMPTON DÉP	130 692	66 281	110 339	78 445	53 729				17 746	1 792				15 666		60,12%	
	PAF	CHRIS BENETEAU	945	945	945	751	551			85 087		200		88 632	735		1,53%	47 903	
	PVO	ERIC WALTON	22 073	10 994	30 556	19 541	19 292					1 177		3 137			6,55%		
	PPC	HANS WESTENBERG	46 520	22 521	69 588	45 590	43 308				8 662	1 584		9 640			20,12%		
	NPD	JANET C COLLINS	52 059	22 803	43 019	29 527	23 161					1 792		5 514			11,51%		
	LIB	JOHN P GERRETSEN DÉP	97 793	83 974	100 654	66 833	57 120				11 424	1 584		28 877			60,28%		
	LIB	JOHN MILLOY DÉP	89 746	33 699	122 645	74 562	69 721			78 125	13 944	1 672		81 380	18 280		42,60%	42 909	
	PVO	LUIGI D'AGNILLO	1 900	1 045	1 900	1 900	1 700					1 792		1 728			4,03%		
	NPD	TED MARTIN	40 059	18 178	32 688	18 337	16 698				3 340	1 792		6 781			15,80%		
KITCHENER-WATERLOO	PPC	WAYNE WETTLAUER	69 949	39 249	117 690	86 990	78 151				15 598	1 642		16 120			37,57%		
	NPD	DAN LAJOIE	41 959	19 096	43 464	20 383	17 862			90 903		1 792		94 691	6 084		10,94%	55 615	
	PPC	ELIZABETH WITMER DÉP	135 885	125 885	124 064	110 160	88 386				17 677	1 742		23 957			43,08%		
	IND	JULIAN ICHIM	0	0	0	0	0					642		153			0,28%		
	PAF	LOUIS REITZEL	5 912	600	9 665	5 512	5 312					1 028		949			1,71%		
	IND	OWEN ALASTAIR FERGUSON	51	51	51	51	30					642		242			0,44%		
	PVO	PAULINE RICHARDS	4 323	2 997	5 711	4 081	3 759					1 792		1 774			3,19%		
	LIB	SEAN STRICKLAND	76 874	49 642	106 630	79 170	66 733				13 347	1 672		22 456			40,38%		
	NPD	JOYCE JOLLIFFE	10 212	7 790	12 844	10 377	9 537			66 541		1 070		69 314	4 523		11,01%	41 082	
	PPC	MARCEL G BEAUBIEN	88 837	36 726	73 380	43 256	40 937				8 187	1 787		15 060			36,66%		
LAMBTON-KENT-MIDDLESEX	LIB	MARIA C VAN BOMMEL DÉP	68 769	28 575	91 457	59 964	57 716				11 543	1 712		18 533			45,11%		
	PVO	TIM VAN BODEGOM	400	400	400	400	400					1 120		1 133			2,76%		
	FRE	WAYNE FORBES	0	0	0	0	0					375		780			1,90%		
	IND	JAMES IVAN ARMSTRONG	ND	ND	ND	ND	ND							1,053			2,56%		
	PAF	JIM GARDINER	3 661	1 499	4 700	2 538	2 338			94 936		1 792		98 892	1 275		2,11%	60 500	
	NPD	JIM RONSON	9 581	4 193	11 533	6 249	5 280					1 742		3 554			5,87%		
	PVO	JOHN BARANYI	22 686	17 359	25 023	19 715	17 953					1 655		2 564			4,24%		
	LIB	MARIANNE WILKINSON	53 974	33 671	72 271	53 504	53 377				10 675	1 789		23 466			38,79%		
	PPC	NORM STERLING DÉP	221 780	125 464	248 588	153 612	93 835				18 987	1 792		29 641			48,99%		
	PVO	HUGH JERROLD HEATH	8 236	4 436	12 189	8 309	7 268			68 388		1 316		71 237	1 799		4,09%	44 027	
LEEDS-GRENVILLE	PAF	MELODY TROLLY	605	605	725	725	435					200		649			1,47%		
	PPC	ROBERT W RUNCIMAN DÉP	119 772	54 829	169 308	104 864	59 841				11 968	1 792		21 443			48,70%		

	Parti	Candidat	Recettes Transferts			Dépenses Transferts			Plafond des dépenses	Subvention payable au candidat	Subvention payable au vérificateur	Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris	Non compris	\$	Compris	Non compris	Dépenses assujetties à un plafond							
			\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$				
LONDON-CENTRE-NORD	LIB	STEPHEN T MAZUREK	57 749	35 280	83 409	54 940	57 732		11 546	1 600		17 667	40,13%		
	NPD	STEVE ARMSTRONG	9 690	5 645	6 735	3 512	2 720			1 207		2 469	5,61%		
	PVO	BRONAGH MORGAN	399	399	232	232	32	79 671		1 792		82 991	780	1,68%	46 540
	PAF	CRAIG SMITH	200	200	200	200	0			100		432	0,93%		
	LIB	DEB MATTHEWS DÉP	129 147	43 784	148 637	65 308	55 230		11 046	1 792		20 212	43,43%		
	PPC	DIANNE CUNNINGHAM	166 786	108 907	197 105	97 188	65 171		13 034	1 600		13 460	28,92%		
LONDON-OUEST	FRE	LISA TURNER	1 000	1 000	1 021	21	0			375		242	0,52%		
	NPD	REBECCA COULTER	94 012	38 793	97 719	63 424	60 436		12 087	1 792		11 414	24,53%		
	LIB	CHRIS BENTLEY DÉP	65 183	37 520	91 225	64 212	58 530	79 993	11 706	1 672		83 326	25 581	51,46%	49 712
	PVO	LAURA WYTHE	225	25	225	225	25			1 120		805	1,62%		
	NPD	PATTI DALTON	42 192	20 867	39 679	15 825	12 142			1 762		7 403	14,89%		
	PPC	ROBERT WOOD	52 839	35 655	117 328	105 244	81 953		14 038	1 720		15 463	31,11%		
LONDON-FANSHAWE	FRE	WILLIAM FRAMPTON	1 000	1 000	1 020	20	0			375		460	0,93%		
	PVO	BRYAN SMITH	218	18	218	218	18	71 610		1 120		74 594	568	1,46%	38 809
	PPC	FRANK MAZZILLI	88 865	33 673	136 546	91 264	76 038		9 894	1 792		11 777	30,35%		
	NPD	IRENE MATHYSEN	76 909	30 815	104 977	53 301	49 422		9 884	1 792		12 051	31,05%		
	LIB	KHALIL RAMAL DÉP	59 233	39 585	82 832	63 184	60 399		12 080	1 792		13 920	35,87%		
	FRE	MIKE DAVIDSON	1 000	1 000	1 021	21	0			375		493	1,27%		
MARKHAM	PVO	BERNADETTE MANNING	323	187	473	337	237	94 374		1 792		98 306	824	1,56%	52 710
	PPC	DAVE TSUBOUCHI	123 542	49 545	207 076	133 130	89 273		17 855	1 600		21 257	40,33%		
	NPD	JANICE HAGAN	5 189	2 450	5 528	3 170	2 970			1 284		2 679	5,08%		
	PAF	PATRICK REDMOND	1 599	1 599	1 579	1 579	1 359			250		697	1,32%		
	LIB	TONY C WONG DÉP	76 126	36 258	141 913	102 170	87 024		17 405	1 789		27 253	51,70%		
	LIB	HARINDER S TAKHAR DÉP	75 359	10 682	143 237	80 539	73 994	74 007	14 799	1 600		77 091	18 466	47,45%	38 913
MISSISSAUGA-CENTRE	PVO	JEFFREY SCOTT SMITH	220	20	220	200	0			1 120		776	1,99%		
	PAF	JOHN R LYALL	200	200	200	200	0			100		588	1,51%		
	NPD	MICHAEL MILLER	3 317	400	4 010	1 570	1 370			1 070		3 237	8,32%		
	PPC	ROB SAMPSON	109 499	33 820	136 655	94 623	73 911		14 782	1 792		15 846	40,72%		
	PPC	CARL DEFARIA	75 896	10 385	132 631	67 120	59 983	64 510	11 997	1 600		67 198	13 832	40,35%	34 277
	PVO	DONALD BARBER	200	0	200	200	0			1 120		666	1,94%		
MISSISSAUGA-EST	PAF	GARY NAIL	200	0	200	200	0			100		358	1,04%		

	Parti	Candidat	Recettes Transferts		Dépenses Transferts		Compris \$	Non compris \$	Dépenses assujetties à un plafond \$	Plafond des dépenses \$	Subvention payable au candidat \$	Subvention payable au vérificateur \$	Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris \$	Non compris \$	Compris \$	Non compris \$										
NIPISSING	WTH	CURTIS SCHIEWEK	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND							
	PPC	AL McDONALD	129 974	80 260	85 393	70 440	49 707	55 662	9 941	1 792	57 981	14 978	41,47%	36 122		
	PVO	JAMIE BOARD	2 632	915	2 549	1 357	1 157			1 792	528	1,46%				
	LIB	MONIQUE SMITH DÉP	92 727	42 401	106 052	57 517	51 995	10 399	1 792	18 003	49,84%					
	NPD	TERRY O'CONNOR	20 149	14 135	24 234	18 144	16 664	1 792	2 613	7,23%						
NORTHUMBERLAND	PVO	DERRICK KELLY	2 081	940	2 208	1 225	1 025	72 386	1 792	75 402	1 839	4,06%	45 247			
	PPC	DOUGLAS EVERETT GALT	49 011	48 122	73 010	72 290	68 998	13 800	1 792	17 816	39,38%					
	LIB	LOU RINALDI DÉP	91 504	40 044	101 667	74 463	70 540	14 108	1 670	20 382	45,05%					
	NPD	MURRAY WEPPLER	27 497	14 400	25 726	11 961	10 769	1 792	5 210	11,51%						
	PPC	FRANK KLEES DÉP	130 981	47 281	144 310	122 310	115 092	23 018	1 600	128 280	32 647	47,27%	69 058			
OAK RIDGES	LIB	HELENA JACZEK	51 953	14 105	116 085	83 908	81 818	16 364	1 695	30 126	43,62%					
	NPD	PAMELA COURTOT	8 541	5 215	9 838	6 498	5 502		1 635	4 464	6,46%					
	PVO	STEVEN HAYLESTROM	200	0	200	200	0		1 120	1 821	2,64%					
	WTH	ZAKARIA BELGHALI	6	6	6	6	6	69 837	535	72 747	0	0,00%	45 028			
	NPD	ANWAR A NAQVI	16 286	7 561	18 600	10 637	9 733		1 655	2 858	6,35%					
OAKVILLE	LIB	KEVIN FLYNN DÉP	97 306	51 282	119 347	72 936	65 898	13 180	1 792	22 428	49,81%					
	PPC	KURT FRANKLIN	57 559	27 795	117 368	89 256	68 667	13 733	1 672	18 991	42,18%					
	PAF	THERESA TRITT	200	200	200	200	0		700	751	1,67%					
	LIB	CHRISTOPHER JOHN TOPPLE	18 206	7 150	37 937	26 905	25 905	73 421	5 181	1 670	76 480	9 383	24,04%	39 033		
	PAF	DALE CHILVERS	292	200	292	292	92		150	383	0,98%					
OSHAWA	PPC	JERRY J OUELLETTE DÉP	84 687	45 227	124 861	85 402	71 712	14 342	1 600	14 566	37,32%					
	PVO	KAREN TWEEDE	0	0	0	0	0		1 792	636	1,63%					
	FRE	PAUL MCKEEVER	0	0	0	0	0		375	518	1,33%					
	NPD	SID RYAN	110 817	54 091	115 779	69 855	62 691	12 538	1 792	13 547	34,71%					
	PVO	CHRIS BRADSHAW	9 835	4 620	15 057	9 842	9 283	85 929	1 177	89 509	3 821	7,73%	49 433			
OTTAWA-CENTRE	IND	FAKHRY GUIRGUIS	1 000	1 000	1 792	1 792	1 095		1 120	214	0,43%					
	NPD	JEFF ATKINSON	106 234	53 927	91 834	54 275	49 599		1 792	11 362	22,98%					
	PPC	JOE VARNER	25 150	11 490	29 806	20 380	17 113	3 423	1 528	11 217	22,69%					
	FRE	MATT SZYMANOWICZ	0	0	0	0	0		187	218	0,44%					

	Parti	Candidat	Recettes Transferts			Dépenses Transferts			Plafond des dépenses	Dépenses assujetties à un plafond		Subvention payable au candidat		Subvention payable au vérificateur		Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris	Non compris	\$	Compris	Non compris	\$		\$	\$	\$	\$	\$	\$				
OTTAWA-SUD	LIB	RICHARD PATTEN DÉP	105 697	39 459	170 614	97 790	72 459	14 492	1 600	22 295	45,10%								
	COM	STUART RYAN	1 099	400	1 385	1 078	878	306	1 562	0,62%									
	LIB	DALTON J P MCGUINITY DÉP	165 608	112 536	154 025	107 060	70 963	78 349	1 672	81 614	51,70%								47 669
	PVO	DAVID CHERNUSHENKO	3 160	2 980	3 084	3 084	2 884		749	1 741	3,65%								
	NPD	JAMES McLAREN	26 456	12 639	27 105	14 317	12 015		1 792	4 306	9,03%								
	PAF	JOHN PACHECO	9 589	9 589	9 589	9 589	9 389		1 000	562	1,18%								
OTTAWA-OUEST-NEPEAN	PPC	RICHARD A RAYMOND	67 635	55 827	79 673	79 673	75 453	15 091	1 294	16 413	34,43%								
	PPC	GARRY GUZZO	70 604	45 042	90 102	64 540	60 734	76 393	1 670	79 576	41,24%								49 165
	LIB	JIM WATSON DÉP	175 866	81 224	132 710	95 710	67 833	13 607	1 792	23 127	47,04%								
	NPD	MARLENE RIVIER	32 169	14 322	26 939	18 582	17 396		1 792	4 099	8,34%								
	PVO	NEIL ADAIR	1 957	1 100	3 779	2 922	2 684		749	1 309	2,66%								
	IND	ROBERT GAUTHIER	ND	ND	ND	ND	ND			353	0,72%								
OTTAWA-ORLÉANS	PPC	BRIAN COBURN	156 135	103 521	138 182	85 569	73 997	76 391	1 792	79 574	41,32%								50 242
	PVO	MELANIE RANSOM	1 020	1 020	1 418	1 418	1 069		535	1 402	2,79%								
	LIB	PHIL MCNEELY DÉP	58 534	34 823	96 757	73 147	66 785		1 720	25 300	50,36%								
	NPD	RIC DAGEVAIS	7 919	5 270	18 988	17 108	11 889		1 712	2 778	5,53%								
	NPD	JOSEPH ZEBROWSKI	44 206	25 896	32 062	23 568	21 296	79 081	1 792	82 376	15,70%								41 449
	LIB	MADELEINE MEILLEUR DÉP	67 162	29 745	104 758	65 339	56 519		1 792	22 188	53,53%								
OTTAWA-VANIER	PPC	MAURICE LAMIRANDE	25 407	15 160	37 774	29 527	25 275		1 600	10 878	26,24%								
	PVO	RAPHAEL THIERRIN	784	725	722	722	592		642	1 876	4,53%								
	PAF	ANDRE DE DECKER	494	494	494	494	142	67 994	990	70 827	1,63%								42 346
	LIB	BRIAN BROWN	88 105	31 644	99 197	54 984	49 793		1 792	16 135	38,10%								
	PPC	ERNIE HARDEMAN DÉP	100 742	60 006	148 833	108 097	65 276	13 055	1 792	18 656	44,06%								
	LTN	KAYE SARGENT	600	600	354	354	354		1 200	306	0,72%								
OXFORD	FRE	PAUL BLAIR	1 000	1 000	1 021	21	21		375	404	0,95%								
	NPD	SHAWN ROUSE	15 532	10 441	24 104	18 073	14 887		1 792	5 318	12,56%								
	PVO	TOM MAYBERRY	710	710	710	710	510		1 070	838	1,98%								
	LIB	GERARD M KENNEDY DÉP	76 318	54 777	72 827	50 286	40 270	70 184	1 600	73 108	57,83%								39 786
	IND	JOHN STEELE	249	249	247	247	108		990	204	0,51%								
	COM	KARIN LARSEN	1 057	0	1 057	1 057	857		947	349	0,88%								
PARKDALE-HIGH PARK	NPD	MARGO DUNCAN	41 795	13 895	37 875	15 039	12 018		1 792	6 275	15,77%								
	PVO	NEIL SPIEGEL	22 278	17 283	28 369	23 484	21 119		1 792	2 758	6,93%								

	Parti	Candidat	Recettes Transferts		Dépenses Transferts		Non compris	Dépenses assujetties à un plafond	Plafond des dépenses	Subvention payable au candidat		Subvention payable au vérificateur		Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris	\$	Compris	\$				\$	\$	\$	\$				
SARNIA-LAMBTON	FRE	ANDREW FALBY	0	0	0	0	0	0	62 264		375		64 858	316		0,83%	38 243
	PVO	BRADLEY GRAY	4 201	2 130	5 767	3 675	3 475				1 792		1 414			3,70%	
	LIB	CAROLINE DI COCCO DÉP	91 965	40 474	85 913	41 750	40 530			8 106		1 600		18 179		47,54%	
	NPD	GLENN SONIER	25 171	18 148	24 075	17 323	15 298			3 060		1 792		6 482		16,95%	
	PPC	HENK VANDEN ENDE	71 986	53 374	113 352	94 958	61 567			12 313		1 792		11 852		30,99%	
SAULT STE MARIE	PAF	ALLAN R WALKER	471	200	471	471	271		55 543		100		57 857	606		1,72%	35 150
	NPD	ANTHONY MARTIN	93 237	53 651	93 635	64 297	53 247		10 649		1 792		11 379		32,37%		
	PPC	BRUCE WILLSON	35 242	32 661	43 311	40 730	37 736			1 672		1 672		2 674		7,61%	
	PVO	DANIEL BROSEMER	2 325	1 835	2 641	1 396	1 196			1 792		1 792		441		1,25%	
	LIB	DAVID M ORAZIETTI DÉP	30 065	27 265	46 208	38 934	36 228		7 246		1 600		20 050		57,04%		
SCARBOROUGH-CENTRE	LIB	BRAD DUGUID DÉP	48 392	34 624	76 002	58 306	54 036		71 502		1 792		74 481	21 698		52,07%	41 674
	IND	COSTAS MANIOS	29 012	29 012	29 788	29 788	27 940			1 000		3 259		7,82%			
	COM	ELIZABETH ROWLEY	1 531	0	1 531	1 531	1 331			947		241		0,56%			
	PAF	JOSEPH INTERNICOLA	238	238	238	238	38			100		495		1,19%			
	PPC	MARILYN MUSHINSKI	77 798	37 535	119 088	79 086	71 303		14 261		1 600		11 686		28,04%		
SCARBOROUGH-EST	NPD	MICHAEL LAXER	9 411	7 505	8 348	10 909	10 083			1 207		3 653		8,77%			
	PVO	ROBERT CARTY	0	0	0	0	0			1 792		642		1,54%			
	WTH	PAUL WOOD	0	0	0	0	0		69 053		100		71 930	0		0,00%	42 324
	NPD	GARY DALE	30 024	19 809	38 310	26 560	24 322			1 792		5 250		12,40%			
	PVO	HUGH BRENNAN MCNEIL	1 671	1 671	1 598	1 598	1 398			1 120		668		1,58%			
SCARBOROUGH-SUD-OUEST	LIB	MARY ANNIE CHAMBERS DÉP	56 064	22 553	89 004	58 678	56 372			11 274		21 798		51,50%			
	LTN	SAM APELBAUM	0	0	0	0	0			0		285		0,67%			
	PPC	STEVE GILCHRIST	56 004	20 274	84 646	67 646	65 365		13 073		1 720		14 323		33,84%		
	PVO	ANDREW STRACHAN	763	0	763	763	563		65 757		1 120		68 497	689		1,85%	37 290
	NPD	BARBARA WARNER	79 003	27 277	78 007	45 742	42 385			1 792		6 688		17,94%			
SCARBOROUGH-AGINCOURT	PPC	DAN NEWMAN	70 531	34 241	124 682	88 391	62 196			12 439		1 600		31,71%			
	LIB	LORENZO BERARDINETTI DÉP	86 543	51 189	115 550	90 466	55 518			11 104		1 792		46,93%			
	PAF	RAY SCOTT	4 156	1 056	4 359	2 909	2 576			400		586		1,57%			
	PAF	ANTONIO IERACI	215	200	215	215	15		68 899		100		71 770	550		1,46%	37 688
	LIB	GERRY PHILLIPS DÉP	107 220	62 263	137 584	81 777	63 691		12 738		1 670		23 026		61,10%		
PVO	LAWRENCE ARKILANDER	795	795	795	795	595			1 120		566		1,50%				

	Parti	Candidat	Recettes Transferts			Dépenses Transferts			Plafond des dépenses	Subvention payable au candidat	Subvention payable au vérificateur	Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris	Non compris	\$	Compris	Non compris	\$							
SCARBOROUGH-ROUGE RIVER	NPD	STACY DOUGLAS	3 183	900	3 221	1 307	1 107	1 107			1 070	2 209	2 209	5,86%	
	PPC	YOLANDA CHAN	24 818	14 216	40 860	30 258	22 752	22 752		4 550	1 334	11 337	11 337	30,08%	
	LIB	ALVIN CURLING DÉP	74 147	53 585	76 289	56 337	51 126	51 126	75 562	10 225	1 792	78 710	23 976	63,85%	37 552
	NPD	JEAN PAUL YOVANOFF	2 993	625	3 890	1 525	1 316	1 316			1 070	2 246	2 246	5,98%	
	PVO	KAREN MACDONALD	500	300	500	489	273	273			1 120	1 326	1 326	3,53%	
	PPC	KEVIN MOORE	39 833	33 440	73 247	13 843	11 161	11 161	2 232	2 232	1 200	9 468	9 468	25,21%	
	PAF	MITCHELL PERSAUD	292	200	292	292	92	92			100	536	536	1,43%	
	PAF	BLAINE SCOTT	324	124	324	324	124	124	80 407		150	83 757	453	0,89%	50 715
	PPC	GARFIELD DUNLOP DÉP	85 650	39 109	130 060	83 519	73 060	73 060	14 612	14 612	1 600	23 393	23 393	46,13%	
	NPD	JOHN NIDDERY	27 461	14 129	29 623	17 914	14 693	14 693			1 792	5 515	5 515	10,87%	
SIMCOE-NORD	PVO	NINA PRUESSE	6 884	4 037	8 124	4 818	2 939	2 939			1 792	1 540	1 540	3,04%	
	LIB	PAUL SLOAN	55 232	30 630	94 403	69 801	59 825	59 825	11 965	11 965	1 670	19 713	19 713	38,87%	
	IND	KARNAIL SINGH	ND	ND	ND	ND	ND	ND				101	101	0,20%	
	PVO	GEOFFREY MAILE	0	0	0	0	0	0	81 218		1 120	84 602	875	1,72%	50 738
	PPC	JIM WILSON DÉP	145 724	83 909	172 917	113 446	72 137	72 137	14 427	14 427	1 600	26 114	26 114	51,47%	
	NPD	LEO LOSEREIT	25 566	15 493	29 166	18 898	11 922	11 922			1 655	5 032	5 032	9,92%	
	LIB	MARK REDMOND	58 552	35 402	84 832	62 027	57 533	57 533	11 507	11 507	1 672	17 505	17 505	34,50%	
	LTN	PHILIP BENDER	0	0	0	0	0	0			0	411	411	0,81%	
	PAF	STEVEN JIM TAYLOR	292	200	292	292	92	92			100	801	801	1,58%	
	LIB	JAMES BRADLEY DÉP	142 667	62 730	150 171	66 178	63 576	63 576	75 447	75 447	1 600	78 591	25 319	57,44%	44 076
ST CATHARINES	PVO	JIM FANNON	4 305	2 718	4 905	3 059	2 859	2 859			535	1 167	1 167	2,65%	
	NPD	JOHN BACHER	10 636	8 818	11 153	8 828	8 543	8 543			1 498	3 944	3 944	8,95%	
	PAF	LINDA KLASSEN	306	214	306	306	14	14			100	714	714	1,62%	
	PPC	MARK BRICKELL	55 608	41 130	89 412	79 038	72 267	72 267	14 428	14 428	1 600	12 932	12 932	29,34%	
	FRE	CAROL PATRICIA LEBORG	0	0	0	0	0	0	76 274		375	79 452	354	0,78%	45 450
	PPC	CHARIS KELSO	76 844	35 304	76 628	61 422	47 094	47 094	9 419	9 419	1 792	11 203	11 203	24,65%	
	NPD	JULIAN D HELLER	37 853	15 830	45 850	24 937	23 066	23 066			1 792	6 740	6 740	14,83%	
	LIB	MICHAEL BRYANT DÉP	123 771	45 983	200 052	116 144	74 638	74 638	11 861	11 861	1 792	24 887	24 887	54,76%	
	PVO	PETER ELGIE	6 554	2 640	8 866	5 844	5 638	5 638			1 792	2 266	2 266	4,99%	
	PPC	BRAD CLARK	98 135	29 195	161 045	92 105	76 371	76 371	78 833	78 833	1 642	82 118	19 517	38,58%	50 585
STONE CREEK	LIB	JENNIFER MOSSOP DÉP	77 078	28 215	72 543	72 543	68 879	68 879	13 776	13 776	1 718	24 751	24 751	48,93%	
	NPD	LORRIE MCKIBBON	13 743	10 107	15 359	11 196	8 197	8 197			1 742	5 419	5 419	10,71%	
	PVO	RICHARD SAFKA	2 400	1 148	2 171	1 121	874	874			1 792	898	898	1,78%	

	Parti	Candidat	Recettes Transferts			Dépenses Transferts			Plafond des dépenses	Subvention payable au candidat		Subvention payable au vérificateur	Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris	Non compris	\$	Compris	Non compris	\$		\$	\$					
STORMONT-DUNDAS-CHARLOTTENBURGH	IND	GARY R BESNER	1 476	1 476	1 476	1 476	1 476	1 476	66 337			1 070	69 101	968	2,53%	38 211
	LIB	JIM BROWNELL DÉP	59 484	38 778	87 937	67 525	63 254	12 651				1 792	19 558		51,18%	
	NPD	MATTHEW SUMEGI	6 990	4 471	7 028	4 415	3 510					1 070	1 639		4,29%	
	PPC	TODD J LALONDE	60 612	44 099	68 342	51 829	43 373	8 675				1 792	13 948		36,50%	
SUDBURY	PVO	TOM MANLEY	12 973	5 019	13 267	8 021	7 821					1 792	2 098		5,49%	
	NPD	HARVEY WYERS	32 418	26 083	27 337	20 182	16 360	61 732				1 792	64 304	4 999	14,00%	35 707
	PVO	LUKE NORTON	2 671	993	2 186	708	508					1 391	1 009		2,83%	
	PPC	MILA WONG	38 524	11 970	63 040	36 486	34 320					1 720	5 068		14,19%	
THORNHILL	LIB	RICHARD BARTOLUCCI DÉP	133 560	103 560	120 281	70 693	58 281	11 656				1 792	24 631		68,98%	
	PVO	BRIDGET HAWORTH	2 141	1 201	2 443	1 533	1 168	76 364				1 600	79 546	705	1,54%	45 667
	NPD	LAURIE ORRETT	15 947	8 690	13 325	9 129	7 705					1 605	2 616		5,73%	
	FRE	LINDSAY G KING	0	0	0	0	0					375	304		0,67%	
THUNDER BAY-ATIKOKAN	LIB	MARIO G RACCO DÉP	125 948	38 190	167 758	80 130	69 315	13 863				1 600	21 419		46,90%	
	PPC	SANTINA MOLINARI	121 675	107 175	113 972	99 912	64 185	12 837				1 712	20 623		45,16%	
	PPC	BRIAN MCKINNON	87 212	34 282	82 915	51 219	47 801	59 871				1 600	55 074	5 365	17,62%	30 444
	NPD	JOHN RAFFERTY	49 828	33 447	53 948	40 438	29 529					1 792	6 582		21,62%	
THUNDER BAY-SUPERIOR-NORD	PVO	KRISTIN BOYER	665	96	1 032	659	375					1 792	762		2,50%	
	LIB	WILLIAM MAURO DÉP	74 606	54 054	78 340	61 741	51 458	17 292				1 600	17 735		58,25%	
	NPD	BONNIE SATTEN	32 158	23 186	37 515	29 076	24 644	59 553				1 792	54 743	4 548	15,02%	30 280
	PPC	BRENT SYLVESTER	42 197	16 728	54 294	34 095	30 782					1 600	2 912		9,62%	
TIMISKAMING-COCHRANE	PVO	CARL ROSE	3 160	1 497	3 678	2 359	1 964					1 792	882		2,91%	
	LIB	MICHAEL GRAVELLE DÉP	68 578	38 671	67 518	47 970	40 833	15 167				1 719	21 938		72,45%	
	NPD	BEN LEFEBVRE	55 128	25 338	67 723	50 330	35 888	56 121				1 792	51 168	5 741	18,48%	31 059
	LIB	DAVID RAMSAY DÉP	75 723	43 573	83 902	51 152	46 259	16 252				1 600	18 499		59,56%	
TIMMINS-BAIE JAMES	PVO	PAUL PALMER	259	59	259	259	59					1 120	489		1,57%	
	PPC	RICK BRASSARD	53 296	38 905	61 345	46 954	43 410	15 682				1 600	6 330		20,38%	
	NPD	GILLES C BISSON DÉP	74 381	42 888	76 817	58 066	48 712	16 742				1 792	52 737	14 941	49,70%	30 060
	PVO	MARSHA KRISS	0	0	4 443	4 443	283					1 120	219		0,73%	
TORONTO-CENTRE-ROSEDALE	PPC	MERV RUSSELL	44 199	31 699	51 763	43 863	35 425					1 792	2 527		8,41%	
	LIB	MICHAEL DOODY	49 758	23 845	87 189	66 760	62 568	13 585				1 600	12 373		41,16%	
	PVO	GABRIEL DRAVEN	3 516	420	5 816	3 069	2 849	82 531				1 792	85 970	1 739	3,84%	45 233
	NPD	GENE LARA	52 309	26 875	60 389	36 644	30 616	6 123				1 792	9 112		20,14%	
	LIB	GEORGE SMITHERMAN DÉP	167 007	113 152	179 796	126 991	70 174	14 035				1 672	23 872		52,78%	
	PPC	JOHN ADAMS	55 209	44 101	76 765	68 265	56 567	11 313				1 672	9 968		22,04%	

	Parti	Candidat	Recettes Transferts				Dépenses Transferts				Dépenses à un plafond				Plafond des dépenses		Subvention payable au candidat		Subvention payable au vérificateur		Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage valides	Suffrages valides
			Compris	Non compris	\$	\$	Compris	Non compris	\$	\$	Compris	Non compris	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$				
TORONTO-DANFORTH	IND	PHILIP FERNANDEZ	250	250	250	250	250	250	250	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	375	375	324	0,72%	
	FRE	SILVIO URSOMARZO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	375	375	218	0,48%	
	PPC	GEORGE SARDELIS	52 466	21 784	88 782	58 100	54 641	67 046	10 928	1 792	1 792	69 840	6 562	38 719										
	LIB	JAMES DAVIDSON	29 128	18 699	46 009	32 436	35 048		7 009	1 792	12 246	31,63%												
	NPD	MARILYN CHURLEY DÉP	132 186	65 522	131 230	78 919	65 015		13 003	1 792	18 253	47,14%												
	PAF	MASOOD ATCHEKZAI	321	200	321	321	121			155	217	0,56%												
	IND	MEHMET ALI YAGIZ	0	0	0	0	0			423	73	0,19%												
	PVO	MICHAEL PILLING	3 145	2 815	4 985	4 870	3 855			1 792	1 368	3,53%												
	PVO	GREGORY ELLIOTT LAXTON	15 447	10 946	11 826	8 023	5 594	75 638		1 792	2 362	5,82%												
	PPC	HELENA GUERGIS	31 337	22 104	34 353	25 805	23 485			1 720	4 985	12,29%												
TRINITY-SPADINA	LTN	JUDSON GLOBER	0	0	0	0	0			0	756	1,86%												
	LIB	NELLIE PEDRO	14 667	11 550	36 205	24 781	31 631		6 326	1 792	12 927	31,88%												
	IND	NICK LIN	1 400	1 400	1 400	1 400	627			375	256	0,63%												
	NPD	ROSARIO MARCHESI DÉP	167 305	70 572	137 468	77 878	64 895		12 979	1 792	19 268	47,51%												
	WTH	PAOLO FABRIZIO	0	0	0	0	0	109 526		0	0	0,00%												
VAUGHAN-KING-AURORA	WTH	JOHN GENSER	0	0	0	0	0			187														
	PVO	ADRIAN VISENTIN	9 950	4 730	11 468	6 249	6 249			1 792	2 412	3,67%												
	PPC	CARMINE IACONO	110 880	103 280	133 843	126 243	92 972		20 824	1 792	21 744	33,06%												
	LIB	GREGORY SORBARA DÉP	203 271	106 253	198 719	132 499	100 439		20 088	1 672	36 928	56,14%												
	NPD	MICHAEL SEAWARD	15 363	8 895	22 136	14 907	11 938			1 762	4 697	7,14%												
WATERLOO-WELLINGTON	PVO	ALLAN STRONG	793	295	1 098	580	380	80 426		1 792	83 777	2,61%												
	LIB	DEBORAH WHALE	82 567	47 686	70 442	55 782	37 067		7 413	1 792	17 344	37,67%												
	PAF	GORDON TRUSCOTT	4 175	4 175	4 175	3 199	2 518			600	978	2,12%												
	NPD	RICHARD WALSH-BOWERS	17 018	10 908	22 720	16 088	13 097			1 792	3 970	8,62%												
	PPC	THEODORE C ARNOTT DÉP	103 694	36 989	143 961	76 856	68 937		13 787	1 792	22 550	48,97%												
WHITBY-AJAX	NPD	DANIEL EDWARDS	12 938	7 807	9 012	6 189	5 345	90 102		1 070	93 856	9,15%												
	LIB	DENNIS FOX	54 729	31 924	93 267	70 462	60 864		12 173	1 600	22 593	40,08%												
	PPC	JIM FLAHERTY DÉP	190 376	109 720	157 623	107 916	77 109		15 422	1 600	27 240	48,33%												
	PVO	MICHAEL MACDONALD	548	300	548	548	332			1 792	1 375	2,44%												
	PPC	DAVID YOUNG	147 360	32 144	207 776	92 559	71 294	80 551		1 600	83 907	42,95%												
WILLOWDALE	LIB	DAVID ZIMMER DÉP	87 611	86 075	159 550	133 228	77 242		15 448	1 672	21 823	46,97%												
	PAF	RINA MORRA	321	200	321	321	121			100	442	0,95%												
	PVO	SHAROLYN VETTESE	5 202	1 950	6 931	3 538	3 338			1 720	933	2,01%												

	Parti	Candidat	Recettes Transferts			Dépenses Transferts			Plafond des dépenses	Dépenses assujetties à un plafond			Subvention payable au candidat		Subvention payable au vérificateur		Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
			Compris	\$	Non compris	Compris	\$	Non compris		\$	\$	\$	\$	\$						
WINDSOR-OUEST	FRE	VAUGHAN BYRNES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	375			227	0.49%			
	NPD	YVONNE BOBB	26 793	10 788		32 927	19 635		18 750				1 792			3 084	6.64%			
	PVO	CARY LUCIER	6 415	5 552		5 703	5 246		5 046				1 792			80 924	1 241	3.52%	35 232	
	PPC	DEREKA INSLEY	31 845	17 535		38 572	24 262		16 958				1 599			4 190	11.89%			
	IND	ENVER VILLAMIZAR	0	0	0	0	0	0	0				0			388	1.10%			
	LIB	SANDRA PUPATELLO DÉP	95 921	50 439		111 251	85 001		60 548				1 792			22 024	62.51%			
WINDSOR-ST CLAIR	NPD	YVETTE BLACKBURN	32 489	17 482		37 157	22 885		19 508				1 792			7 389	20.97%			
	PVO	CHRIS HOLT	6 521	4 214		5 457	5 072		4 872				1 792			75 623	1 315	3.67%	35 855	
	LIB	DWIGHT DUNCAN DÉP	104 719	54 723		134 334	93 442		70 054				1 600			19 692	54.92%			
	NPD	MADELINE CRNEC	63 519	28 116		58 803	40 010		34 049				1 792			10 433	29.10%			
	PPC	MATT BUFTON	21 803	7 853		22 274	18 324		18 124				1 600			4 162	11.61%			
	IND	SAROJ BAINS	0	0	0	0	0	0	0				0			253	0.71%			
YORK-CENTRE	PVO	CONSTANTINE KRITSONIS	11 350	11 350		6 297	6 257		5 746				1 792			64 619	1 496	4.73%	31 660	
	PPC	DAN CULLEN	8 820	7 820		13 704	12 704		11 286				1 792			7 862	24.83%			
	NPD	MATTHEW NORRISH	4 268	2 325		5 866	3 672		3 452				1 207			3 494	11.04%			
	LIB	MONTE KWINTER DÉP	38 450	33 450		61 212	56 212		37 699				1 344			18 808	59.41%			
YORK-NORD	LIB	JOHN W R TAYLOR	76 249	29 655		132 831	80 904		74 352				1 792			89 699	21 054	40.53%	51 951	
	PPC	JULIA MUNRO DÉP	82 868	19 990		150 611	86 516		51 599				1 670			24 517	47.19%			
	PVO	ROBERT BURROWS	4 451	4 451		4 451	4 451		3 617				1 120			1 854	3.57%			
	PAF	SIMONE WILLIAMS	200	200		200	200		0				100			497	0.96%			
YORK-SUD-WESTON	NPD	SYLVIA GERL	9 816	6 766		9 816	9 563		8 524				1 655			4 029	7.76%			
	NPD	BRIAN DONLEVY	28 052	10 030		38 512	24 424		21 674				1 792			64 589	6 247	19.29%	32 378	
	PVO	ENRIQUE PALAD	3 902	1 338		3 820	1 751		1 751				1 792			794	2.45%			
	LIB	JOE CORDIANO DÉP	67 554	13 021		119 920	65 387		49 435				1 600			19 932	61.56%			
YORK-OUEST	PAF	MARIANGELA SANABRIA	200	200		200	200		0				100			475	1.47%			
	PPC	STEPHEN HALICKI	3 805	1 910		4 008	2 970		2 636				1 600			4 930	15.23%			
	COM	CHRIS BLACK	1 032	0		1 032	1 032		832				947			53 454	408	1.76%	23 231	
	NPD	GARTH BOBB	16 688	7 021		34 529	25 505		18 770				1 792			3 954	17.02%			
TOTALS	LIB	MARIO SERGIO DÉP	39 263	14 500		57 827	36 579		32 631				1 792			16 102	69.31%			
	PVO	RICHARD VON FUCHS	200	0		200	200		0				1 792			437	1.88%			
	PPC	TED AVER	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND							2,330	10.03%			
	WTH	MARIO GIANGIOPPO	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND											
			20 448 297	11 114 985		25 473 178	17 172 180		14 108 349				2 567 420			702 158				

Parti	Candidat	Recettes Transferts			Dépenses Transferts			Dépenses assujetties à un plafond		Plafond des dépenses		Subvention payable au candidat		Subvention payable au vérificateur		Nombre d'électeurs	Bulletins valides	Pourcentage	Suffrages valides
		Compris	Non compris	\$	Compris	Non compris	\$	Compris	Non compris	\$	\$	\$	\$	\$	\$				
Parti		Recette transferts compris	non compris		Dépenses transferts compris	non compris		Dépenses transferts compris	non compris										
COM		6 604	600		6 890	6 383	5 183							6 912					
COR		740	510		491	201	93							1 600					
PAF		86 628	54 313		95 979	67 319	53 391							20 628					
FRE		8 480	8 480		10 519	5 519	5 432							8 453					
PVO		338 318	220 334		383 445	285 737	243 327							136 972					
IND		48 325	48 325		51 087	51 087	45 165							10 359					
LTN		600	600		354	354	354							1 200					
LIB		7 831 494	4 204 395		10 229 110	6 905 760	5 821 700					1 205 636		173 393					
NPD		3 861 749	1 996 638		3 968 105	2 497 940	2 129 793					261 490		170 694					
PPC		8 265 352	4 580 783		10 727 191	7 351 874	5 803 905					1 100 294		170 737					
WTH		6	6		6	6	6							1 210					
TOTALS		20 448 297	11 114 985		25 473 178	17 172 180	14 108 349					2 567 420		702 158					